



RAPPORT ANNUEL 2023



SOMMAIRE

MOT DU DIRECTEUR EXECUTIF	6
1 IPAR EN BREF	7
2 BILAN DES RÉALISATIONS DE L'ANNÉE	12
2.1 Activités de recherches et productions de connaissances	13
2.2 Renforcement des capacités	20
2.3 Un dialogue politique centré sur des enjeux de développement au Sénégal et en Afrique de l'Ouest	24
3 COMMUNICATION FAITS MARQUANTS ET CHIFFRES CLÉS	31
4 IPAR BRILLE	37
5 ENGAGEMENT SENSIBILISATION	42
6 GOUVERNANCE & PERSPECTIVES 2024	44
7 NOS PARTENAIRES	47

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGMIP	Projet d'Intercomparaison et d'Amélioration des Modèles de Simulation de Cultures
AGRIDATA	Portail de données sur l'agriculture familiale au Sénégal
AJPEAS	Association des Jeunes Professionnels de l'Assainissement du Sénégal
ANACIM	Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie
ANAT	Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire
ANPEJ	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
APIX	Agence pour la Promotion des Investissements et des grands travaux
ARD	Agence Régionale de Développement
ASPH	Agro-Sylvo-Pastoral et Halieutique
BV	Boue de Vidange
CCDG	Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre
CD	Conseil Départemental
CDP	Conseil Départemental de Podor
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CLIMB	Climate-Induced Migration in Africa and Beyond
CLIMBER	Projet de Renforcement de la résilience systémique face à la variabilité et aux extrêmes climatiques
COINS	Projet CO-développement d'Innovations pour la gestion durable des terres dans les Systèmes d'exploitations familiales d'Afrique de l'Ouest
COMPRA	COVID-19 Macroeconomic Policy Response in Africa
COFIL	Comité de Pilotage
CRAFS	Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal
CWIS	City Wide Inclusive Sanitation
DAI	Development Alternatives, Inc.
DUA	Projet de Développement et d'utilisation des systèmes d'Intelligence Artificielle
DV	Directives Volontaires
DYTAES	Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal

EFI	Programme d'appui à la mise en place d'un écosystème de facilitation des investissements et des activités économiques dans le département de Podor (Sénégal)
EJMAO	Emploi des jeunes et migration en Afrique de l'Ouest
ENO	Espace Numérique Ouvert
FNBS	FNBS – Fédération Nationale des Boulangers du Sénégal
FNDASP	Fonds National de Développement Agro-Sylvo-Pastoral
FTP	Formation Professionnelle et Technique
GBV	Gestion des Boues de Vidange
GFA	Global Farmers Association
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIZ	Agence Allemande de Coopération Internationale pour le Développement
GRAIN	Gender and Responsible Artificial Intelligence Network/ Réseau pour le Genre et l'Intelligence Artificielle Responsable
GSDR	Global Sustainable Development Report _ Rapport quadriennal mondial sur le développement durable
IA	Intelligence Artificielle
IED AFRIQUE	Innovation Environnement et Développement - Afrique
IF	Institution Financière
IGS	Groupe Indépendant de Scientifiques
IPAR	Initiative Prospective Agricole et Rurale
ISRA/BAME	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles/ Bureau d'analyses macro-économiques
JAES	Journées de l'Agroécologie du Sénégal
MOVIDA	Mobilités, Voyages, Innovations et Dynamiques dans les Afriques méditerranéenne et subsaharienne
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONFP	Office National de la Formation Professionnelle
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OSC	Organisation de la Société Civile
OTT	ON Think Tanks
PAP	Plan d'Actions Prioritaires
PCR-SAT	Prévention des Conflits et Résilience des Systèmes Alimentaires Transfrontaliers
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNGF	Plateforme Nationale sur la Gouvernance Foncière
PODDE	Plateforme nationale de Suivi des ODD relevant du secteur de l'Environnement
PROCASEF	Projet de Cadastre et de Sécurisation Foncière
PRODEFI	Projet de Développement des Filières Inclusives

PSS	Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles
RASA	Rapport Alternatif sur l'Afrique
RASCIPP	Rapport Annuel sur la Contribution de la Société Civile dans les Politiques Publiques
RCDL	Revue Conjointe du Développement local
RIM-RURAL	Plateforme de Dialogue Sectoriel et Multi-acteurs de la Mauritanie
RTT-UEMOA	Réseau des Think Tank de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain
SDEL/MEPA	Service Départemental de l'Elevage/ Ministère de l'Elevage et des Productions Animales
SEN-RTT	Réseau Sénégalais de Think Tank
SRI	Système de riziculture intensif
STBV	Station de Traitement des Boues de Vidange
UCG	Unité de Coordination de la Gestion des déchets solides
UFTP	Union des Femmes Transformatrices de Poisson
UJAK	Union des Jeunes Agriculteurs du Koyli Wirnde
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement International
UVS	Université Virtuelle du Sénégal
WASPA	West African Sanitation Policy & Activators
WEL	Projet de transition énergétique pour l'autonomisation économique des femmes à travers la chaîne de Valeur horticole dans un contexte post-Covid-19 en Guinée et au Sénégal
WLR	«Women House land and property rights in Senegal»

MOT DU DIRECTEUR EXECUTIF

Au terme de l'année 2023, il me plaît de rendre un hommage appuyé à mes collègues de la Direction Exécutive qui ont abattu un important travail dans le domaine de la recherche et du dialogue politique. Mes remerciements vont également à l'endroit des membres du Conseil d'Administration dont l'engagement a facilité la mise en œuvre des activités prévues.

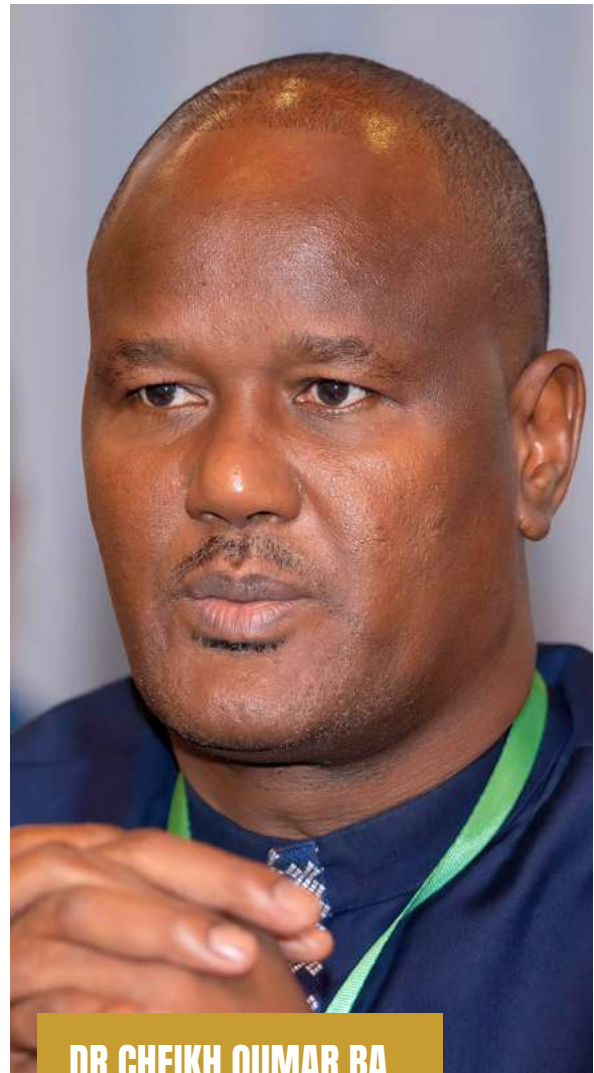
Dans un contexte africain marqué par la rapidité et la complexité des changements induits par les chocs, à l'instar des conséquences de la COVID 19 dont l'humanité cherche encore à s'adapter, nous avons cherché à renforcer notre capacité de résilience afin d'être plus en phase avec les priorités du moment. Les leçons tirées de ces changements ont fait l'objet d'une nouvelle orientation portée par le Conseil d'Administration qui a adopté un nouveau plan stratégique axé sur la transformation des exploitations familiales agrosylvopastorales et halieutiques, avec une démarche partenariale et collaborative centrée sur la production de données probantes, d'analyses stratégiques et une prospective thématique et territoriale. Les activités conduites en 2023 ont confirmé notre ancrage dans les territoires. La confiance que les acteurs territoriaux portent, de plus en plus, à l'offre de l'IPAR, pour faire de ces espaces des cadres de vie à part entière et non entièrement à part, s'est traduite par le renouvellement du partenariat avec le département de Podor après le forum économique, soutenu par Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux

Réformes et Politiques Agricoles (PSS) et mis en œuvre par le consortium DAI-IPAR, financé par l'USAID. Le forum de Fanaye (département de Podor) qui est une résultante de celui de Podor a permis la formation d'importantes cohortes de jeunes et de femmes entrepreneurs dans un contexte de chômage, d'exode rural et d'émigration clandestine.

Aux échelles nationale et internationale, l'IPAR a initié plusieurs réflexions (webinaires, animations scientifiques, conférences, rencontres d'échanges) et facilité plusieurs cadres de dialogue multi-acteurs sur des questions à enjeux telles que le foncier (Forum national sur le foncier au Sénégal), la transition agroécologique (JAES 2023), la gouvernance des ressources en eau dans les bassins transfrontaliers, notamment, avec la plateforme RIM-Rural en Mauritanie, soutenue par l'Agence Belge de développement (Enabel) à travers un financement de l'Union Européenne et avec la plateforme virtuelle Hydro-diplomatie, etc.

Dans le domaine de la recherche, pour la fourniture de données probantes afin d'alimenter la prise de décisions politiques, le partenariat a été renforcé dans le secteur de l'assainissement avec des institutions de recherche du réseau des think tanks de l'UEMOA, à travers la création et l'animation d'un groupe de travail.

Au niveau du Sénégal, l'IPAR a été sollicitée par le Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants pour concevoir et conduire des consultations nationales dans le cadre des Assises nationales de l'entrepreneuriat féminin et de l'autonomisation des femmes dont la restitution a été présidée par le Président de la République du Sénégal en présence de près de 10 000 personnes. Ce fut l'occasion d'institutionnaliser les assises et de prendre



DR CHEIKH OUMAR BA

des décisions importantes en faveur des femmes entrepreneurs.

Le bilan des activités de l'année 2023, qui suit, reviendra avec plus d'éléments sur l'année écoulée, mais indiquera les leçons apprises et les points d'attention pour continuer à faire de l'IPAR une institution indépendante de référence sur l'analyse et la mise en débat des politiques publiques nationales et régionales.

Pour finir, je voudrais remercier tous nos partenaires techniques et financiers qui ont facilités la réalisation de ces différentes initiatives avec une mention spéciale à la Fondation Hewlett, pour leur confiance et la constance de leur appui.

BONNE LECTURE !

IPAR

Acteur clé du développement durable en Afrique de l'Ouest

IPAR est un espace de réflexion, de dialogue et de proposition pour des politiques agricoles et rurales concertées au Sénégal et dans la région ouest-africaine.

VISION

Être un think tank de référence en Afrique, catalysant des transformations économiques et sociales porteuses d'un développement durable, inclusif et équitable dans lequel les agricultures familiales joueront un rôle déterminant.

MISSION

Contribuer au développement économique et social du Sénégal et de la région ouest africaine par la création d'espaces d'échanges et de débats fondés sur les résultats d'une recherche stratégique et prospective rigoureuse, en lien étroit avec les défis actuels et futurs des économies agricoles ouest africaines et des exploitations familiales en particulier.

VALEURS

Engagement

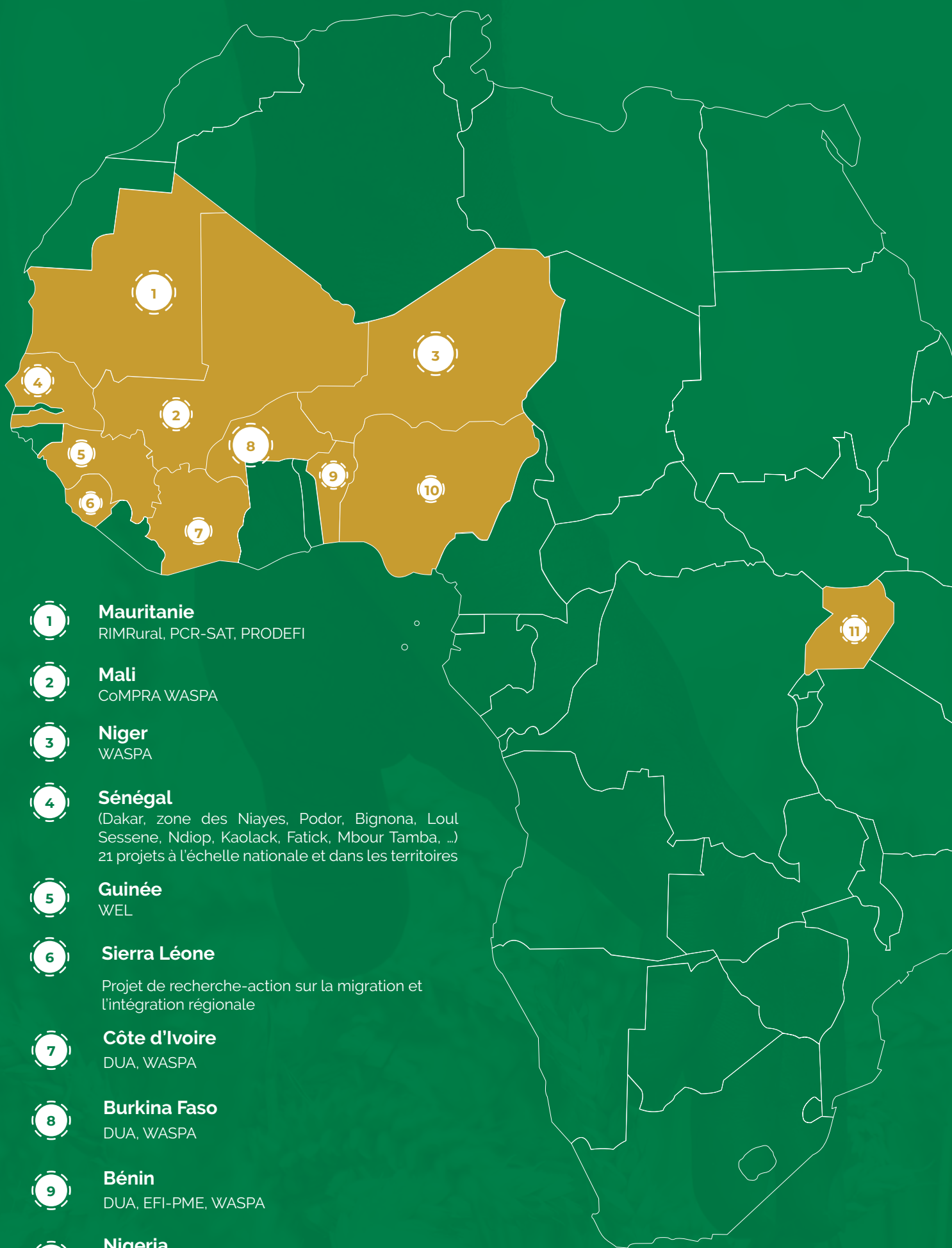
Objectivité

Responsabilité

Équité

ZONES D'INTERVENTION





1

Mauritanie

RIMRural, PCR-SAT, PRODEFI

2

Mali

CoMPRA WASPA

3

Niger

WASPA

4

Sénégal

(Dakar, zone des Niayes, Podor, Bignona, Loul Sessene, Ndiop, Kaolack, Fatick, Mbour Tamba, ...)
21 projets à l'échelle nationale et dans les territoires

5

Guinée

WEL

6

Sierra Léone

Projet de recherche-action sur la migration et l'intégration régionale

7

Côte d'Ivoire

DUA, WASPA

8

Burkina Faso

DUA, WASPA

9

Bénin

DUA, EFI-PME, WASPA

10

Nigeria

GRAIN, CoMPRA

11

Ouganda

GRAIN

IPAR MAURITANIE

Créée en 2018 par le RIMRAP, la plateforme Rim Rural, animée par le bureau de l'IPAR en Mauritanie, est un cadre de concertation et de dialogue multi-acteurs sur les enjeux et défis liés au secteur de l'agropastoralisme en Mauritanie.

Elle est composée de tous les acteurs du développement rural (services étatiques, partenaires techniques et financiers, organisations de la société civile, privé, universités, instituts de recherche, etc.) en vue de faciliter les échanges et de pérenniser un dialogue sectoriel inclusif autour des enjeux communs.

OBJECTIF ET MISSION

L'objectif de la plateforme est de faciliter la concertation et le dialogue pour aboutir à des évidences nées d'une intelligence collective.

Sa mission consiste en une contribution aux orientations des décideurs politiques, des PTFs, des OSCs et de tout autre acteur décisif pour le développement rural en Mauritanie.

LES GROUPES THÉMATIQUES



Gestion Territoriale des Ressources Naturelles



Infrastructure Rurale Productive



Conseil Agricole Pastoral



Lait Local



Hydraulique Pastorale



Sécurité et Développement

SUPPORT NUMÉRIQUE

www.rim-rural.org

Le site rim-rural.org est un outil numérique de la plateforme mis à la disposition de tous les acteurs du secteur du développement rural. Il permet l'accès à toutes les parties prenantes (décideurs politiques, représentants du secteur privé et de la société civile, partenaires techniques et financiers) à une information pertinente, utile et actualisée, sur le secteur rural, notamment l'agro-pastoralisme. Il s'appuie sur la collecte des données transmises par les partenaires et une veille.

CENTRE DE RESSOURCES
NUMÉRIQUE



11

documents

ACTUALITÉS
RELAYÉES



724

articles

VISITE



1 418 096

visiteurs

ADRESSE ET CONTACT

Ilot Bloc 2 Ecole Police, Tévragh Zeina -Nouakchott-Mauritanie

Tél : 0222 45 25 25 03 - Mail : mauritanie@ipar.sn
www.rim-rural.org

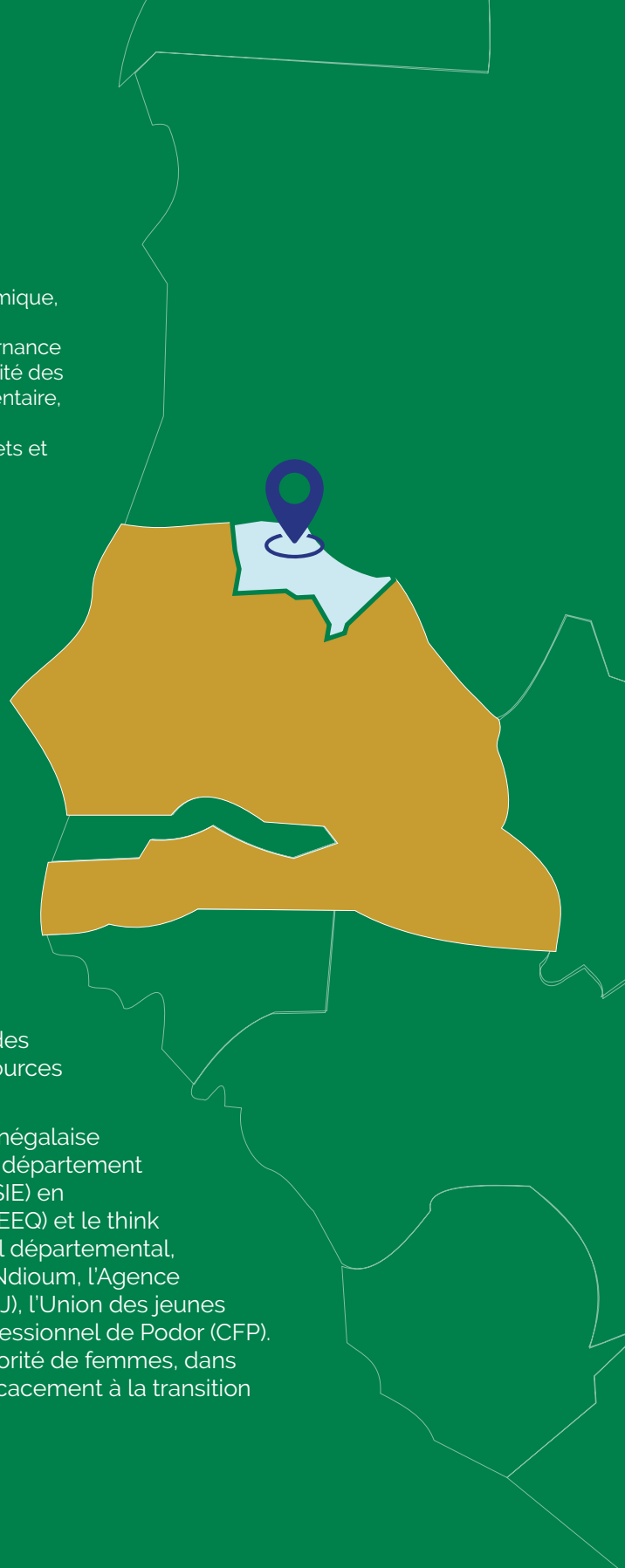
IPAR PODOR

En raison de ses spécificités socioéconomiques (potentiel économique, défis socioéconomiques, etc.) et de la prégnance de certaines problématiques de développement dans le département (gouvernance foncière, gestion des ressources naturelles, emploi et employabilité des jeunes, promotion des investissements, nutrition et sécurité alimentaire, etc.), le département de Podor constitue pour IPAR think tank un laboratoire d'idées et le terrain de prédilection de nombreux projets et programmes.

Le « Programme d'appui à la mise en place d'un Écosystème de Facilitation des Investissements privés et des activités économiques » (EFI Podor), facilité par IPAR et soutenu par Feed the Future Sénégal Projet d'Appui aux Réformes et Politiques Agricoles (PSS), vise à stimuler l'investissement dans les secteurs agrosylvopastorales et halieutiques de Podor en s'appuyant sur les potentialités du territoire.

Le Projet CO-développement d'INnovations pour la gestion durable des terres dans les Systèmes d'exploitations familiales d'Afrique de l'Ouest (COINS), piloté par IPAR en collaboration avec UJAK, a été conçu, à partir des exemples du Ghana et du Sénégal (Vallée du Fleuve Sénégal) pour « inciter et permettre des pratiques d'agriculture et d'utilisation des terres durables et des mécanismes de gouvernance associés pour améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire tout en augmentant le capital naturel en inversant la dégradation des terres et en augmentant l'efficacité de l'utilisation des ressources ».

« Jeunes entrepreneurs.es verts pour une communauté sénégalaise prospère et résiliente » est un projet mis en œuvre dans le département de Podor et porté par le Secrétariat International de l'Eau (SIE) en collaboration avec l'Ecole des Entrepreneures Québécois (EEQ) et le think tank IPAR, en collaboration, au niveau local, avec le Conseil départemental, les Espaces Numériques Ouverts (ENO-UVS) de Podor et Ndoum, l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ), l'Union des jeunes agriculteurs de Koyli Wirndé et le Centre de formation professionnel de Podor (CFP). Il vise à soutenir les jeunes entrepreneurs.es, dont une majorité de femmes, dans le développement de meilleures pratiques contribuant efficacement à la transition environnementale et climatique des communautés.



ADRESSE ET CONTACT

Adresse: **Thioffy, Podor**

Tél: **+221 77 459 17 44**

Mail: **aboubakry.diallo@ipar.sn**

Lien vers la plateforme numérique dédiée aux initiatives de développement de Podor: **www.podor-en-action.com**

BILAN

DES RÉALISATIONS DE L'ANNÉE



Au titre de l'année 2023, dans le cadre de ses activités de recherche pour alimenter la prise de décision dans différents domaines, 186 activités ont été réalisées par IPAR globalement dans le cadre de ses projets/programmes et thématiques prioritaires, dont 92 concernent des activités de recherche soit 49,46% du volume total d'activités de l'année 2023. Les deux autres axes, « dialogue politique » et « renforcement des capacités » représentent respectivement 23,66% et 17,20%, tandis que les activités de communication et de valorisation sont estimées à 9,68%.

2.1 Activités de recherches et productions de connaissances

L'année 2023 a été une période d'intense activité pour l'axe « Recherche », confirmant un engagement fort envers la génération de connaissances, de données probantes pour soutenir les politiques publiques et le plaidoyer des parties prenantes en Afrique de l'Ouest.

2.1.1 Transformation structurelle de l'agriculture

La prédominance de la recherche sur la thématique « Transformation structurelle de l'agriculture » (>45%) souligne l'engagement continu de l'IPAR envers sa mission première pour le développement agricole et rurale et son rôle dans une meilleure compréhension des trajectoires des exploitations familiales. Néanmoins, cette compréhension nécessite également d'ouvrir le champ de recherche et de réflexion. Les activités de recherche de l'IPAR couvrent, ainsi, un large éventail de domaines, allant de la transformation agricole à la gestion des ressources naturelles, en passant par le changement climatique et les ODD. Cette diversité témoigne de la volonté de l'IPAR de comprendre les défis complexes liés au développement et auxquels sont confrontées les communautés rurales et d'élaborer des solutions pertinentes.

Dans le cadre de la thématique « transformation structurelle de l'agriculture », l'IPAR s'est engagée dans une série d'études visant à identifier les opportunités et les défis dans les chaînes de valeur agricoles, évaluer l'impact de l'adoption de pratiques résilientes dans une approche « Living Lab » et les opportunités d'autonomisation des femmes par la transition énergétique dans la chaîne de valeur horticulture au Sénégal et en Guinée. Ces recherches fournissent des informations cruciales pour guider l'action de partenaires du développement (projet USAID, organisations de producteurs et de productrices), évaluer et/ou élaborer des politiques visant à accroître la productivité agricole et à promouvoir la sécurité alimentaire, tout en garantissant une inclusion et une équité accrues dans le secteur agricole.

Quelques activités de recherche sur la thématique « Transformation structurelle de l'agriculture » :

Tableau des activités de recherche selon les thématiques prioritaires



Transformation structurelle de l'agriculture 42



Migration et emploi des jeunes 1



Changement climatique 11



Objectifs de développement durable 16



Gestion des ressources naturelles et foncières 22

Total 92

PROJET COINS

Contribution à la mise en œuvre de l'étude socio-économique auprès d'organisations de producteurs (UJAK et Union Galoya)

Podor, Sénégal

PROJET DOOLEL MBAY

- Étude sur la situation de référence
- Étude de profilage des opportunités de la chaîne de valeur mangue en Casamance
- Étude de profilage des opportunités de la chaîne de valeur petits ruminants
- Étude GESI sur l'inclusion et l'autonomisation des femmes

PROJET PCR-SAT

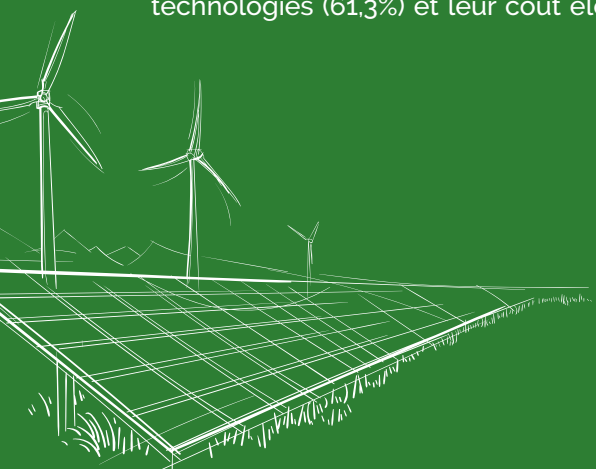
Diagnostic exploratoire sur les liens entre alimentation et santé et le genre les zones transfrontalières de la Mauritanie, du Mali et du Sénégal

L'Énergie Solaire Éclaire l'Avenir des Femmes Agricultrices au Sénégal et en Guinée.

Une étude réalisée dans le cadre du projet "Women's economic empowerment in low carbon (WEL) révèle l'impact significatif de l'accès à l'énergie solaire sur l'autonomisation économique des femmes dans le secteur agricole. Au Sénégal, l'adoption de l'irrigation solaire a des effets remarquables. Non seulement elle augmente le revenu agricole des femmes horticultrices de plus de 200 000 FCFA, mais elle permet également de réduire les coûts d'irrigation de moins de 125 000 FCFA par rapport aux méthodes traditionnelles. L'indice d'autonomie des femmes (0,935) souligne leur forte implication dans les décisions, avec une réaffectation des revenus et du temps grâce à la réduction de l'intensité de la main-d'œuvre. Ces résultats démontrent l'importance cruciale de l'accès à l'énergie solaire pour renforcer l'autonomie économique des femmes et promouvoir leur participation active dans le développement agricole.

En Guinée, cependant, les données mettent en lumière des disparités importantes en termes d'accès aux technologies solaires. Seulement 0,6% des femmes ont accès à ces technologies, malgré un cadre institutionnel favorable à la transition énergétique. Les obstacles incluent la méconnaissance des technologies (61,3%) et leur coût élevé, avec 24,1% des répondants citant le coût comme une barrière significative et 12% signalant un manque de soutien de l'État/ONG. Ces résultats soulignent l'urgence d'actions concertées pour surmonter ces obstacles et étendre l'accès des femmes aux technologies énergétiques durables.

L'objectif principal du projet est de concevoir des programmes de développement pour promouvoir l'accès des femmes à l'énergie solaire dans l'agriculture. Les données ont été partagées avec divers partenaires pour orienter les décisions sur les solutions à grande échelle. En réponse, des organismes tels que l'ANER au Sénégal et l'African Climate Foundation montrent un intérêt à soutenir des activités de renforcement de capacités et de dialogue politique pour une transition énergétique équitable.



2.1.2 Gestion des ressources naturelles et gouvernance foncière

Dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de la gouvernance foncière, l'IPAR a entrepris une série d'activités diversifiées pour promouvoir une gestion durable des terres et des ressources foncières, en mettant particulièrement l'accent sur les dimensions de genre et de gouvernance. Ces activités ont été prises en charge par des projets mais également par un nouveau programme sur la gouvernance inclusive des ressources naturelles supporté par la Fondation Hewlett.

Le projet WLR a permis la réalisation d'une étude approfondie sur le droit des femmes au logement, à la terre et à la propriété au Sénégal, avec pour objectif d'analyser la situation actuelle et de formuler des propositions pour réduire les inégalités de genre dans ce domaine. Dans le cadre du partenariat avec COPIL/PROCASEF, une étude de capitalisation des outils et des arrangements fonciers a été menée pour identifier les meilleures pratiques et les leçons apprises. Parallèlement, une école-chercheurs a été organisée sur les transactions et les marchés fonciers ruraux en Afrique, visant à mieux comprendre ces dynamiques complexes. Cette démarche a permis de mettre en lumière des pratiques de conversion anarchique des sols et d'appropriation foncière caractérisées par une marchandisation des terres, avec une participation limitée des femmes dans les instances décisionnelles. Enfin, plusieurs documents de capitalisation, dont une note conceptuelle et un bulletin sur les Directives Volontaires au Sénégal, ainsi que des rapports de recherche ont été produits.

Le projet COINS a permis la cartographie des pratiques de gestion durable des terres dans le département de Podor, au Sénégal, mettant en lumière les défis liés à la fertilité des sols et aux pratiques agricoles. Ces questions cruciales concernant la santé et la qualité des sols ont également été au cœur des recherches portant sur la salinisation des terres, particulièrement dans la commune de Loul Sessène. À cet égard, trois mémoires de thèse ont été soutenus sur des sujets liés à ces thématiques spécifiques, et un quatrième mémoire est actuellement en cours de réalisation sur d'autres aspects connexes (la salinisation des terres dans la commune de Loul Sessène : caractérisation édaphique hydrique et biologique du milieu physique et analyse de la perception paysanne du phénomène).

Quelques activités de recherche sur la thématique « Gestion des ressources naturelles et gouvernance foncière » :

WLR

*Étude sur le droit des femmes au logement, à la terre et à la propriété au Sénégal : Analyse de la situation et propositions d'outils de réduction des inégalités de genre (projet WLR)
Ecole-chercheurs sur les transactions et les marchés fonciers ruraux en Afrique*

COPIL/
PROCASEF

Étude sur la capitalisation des outils et sur les arrangements fonciers (Partenariat COPIL/ PROCASEF).

COINS

Cartographie des pratiques de Gestion Durable des Terres dans le département de Podor, Sénégal (projet COINS).

Exploration des droits fonciers des femmes au Sénégal : vers une gouvernance foncière plus inclusive.

Dans le cadre du projet WLR financé par la Banque mondiale et mis en œuvre par le Consortium IED Afrique, IIED et IPAR, une étude approfondie a été menée en 2023 pour explorer la situation des droits fonciers des femmes dans cinq zones d'intervention, à savoir Bambilor, Diembering, Dodel, Toubacouta et Tomboronkoto. Les résultats de l'étude révèlent plusieurs tendances significatives. D'une part, il apparaît que le foncier agricole est généralement considéré comme un patrimoine familial, mais les femmes ne bénéficient souvent que de droits secondaires et temporaires sur les terres agricoles, notamment par emprunt ou par affectation. En effet, sur les 457 ménages enquêtés dans 30 villages des cinq communes, seuls 24,3% des femmes déclarent détenir des droits sur les terres agricoles. En outre, les femmes accèdent plus souvent au logement par l'achat, bien que cette tendance soit affectée par des enjeux fonciers prégnants, notamment dans les zones périurbaines comme Bambilor où seuls 39,2% des femmes interrogées déclarent détenir un logement. Une autre observation importante concerne la participation des femmes aux instances de gouvernance foncière. Bien que présentes grâce aux mécanismes de parité, elles demeurent souvent inaudibles, avec une représentation limitée dans les commissions domaniales où elles ne représentent que 3,4% des membres. Les cadres intermédiaires entre les niveaux formel et informel semblent favoriser leur participation, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir une représentation équitable des femmes dans les processus décisionnels liés au foncier. Cette étude met en lumière l'importance de prendre en compte les disparités de genre dans les politiques foncières et urbaines, ainsi que dans les processus de gouvernance foncière, afin de promouvoir l'autonomisation économique des femmes et de garantir des sociétés plus justes et inclusives.



Le laboratoire d'innovations, un outil de co-création pour les acteurs agricoles du département de Podor

Le Projet CO-développement d'INnovations pour la gestion durable des terres dans les Systèmes d'exploitations familiales d'Afrique de l'Ouest (COINS) a initié un Laboratoire d'Innovations dans la Riziculture Intensive et la Gestion Durable des Terres (LIMAceRiz/GDT) au Sénégal, marquant un tournant majeur dans l'agriculture locale. Cette initiative ambitieuse vise à transformer les pratiques agricoles traditionnelles en mettant l'accent sur le Système de Riziculture Intensive (SRI) et la Gestion Durable des Terres (GDT), avec l'objectif d'améliorer les rendements agricoles tout en préservant l'environnement.

Le laboratoire d'innovations rassemble un large éventail d'acteurs locaux, des producteurs aux chercheurs en passant par les décideurs politiques, dans le but de co-créer des solutions novatrices adaptées au contexte spécifique du département

de Podor. Au cœur de cette initiative se trouve le SRI, une pratique agricole prometteuse reconnue pour ses multiples avantages environnementaux et socio-économiques. Cependant, malgré son potentiel, le SRI est confronté à des défis majeurs tels que le besoin de mécanisation adaptée et la sensibilisation des acteurs et des institutions financières.

Pour surmonter ces obstacles, le laboratoire d'innovations s'engage à mettre en place des parcelles de démonstration pour illustrer les bénéfices du SRI, tout en sensibilisant les acteurs locaux et en collaborant avec les institutions financières pour soutenir les initiatives agricoles durables. Cette approche participative et inclusive constitue un pas significatif vers une agriculture plus résiliente et respectueuse de l'environnement, offrant des opportunités tangibles pour améliorer les conditions de vie des producteurs et préserver les ressources naturelles essentielles pour les générations futures.

2.1.3. Objectifs de développement durable

La recherche sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) est au cœur des activités de l'IPAR, reflétant son engagement en faveur d'un développement durable et inclusif. Au cours de la période écoulée, l'IPAR a mené une série d'études et d'initiatives visant à contribuer à la réalisation des ODD dans différents domaines clés.

Dans le cadre de sa participation au Global Sustainable Development Report (GSDR 2023), l'IPAR à travers son chercheur émérite, Dr Ibrahima Hathie, a apporté une contribution significative à l'évaluation des progrès et des défis liés aux ODD à l'échelle mondiale. En collaboration avec l'ARD de Saint-Louis, des efforts ont été déployés pour cartographier les initiatives de localisation des ODD dans la région de Saint-Louis, ainsi que pour mener une étude-diagnostic dans plusieurs communes du Sénégal.

L'IPAR a également consacré des efforts importants à des questions spécifiques des ODD. Par exemple, des études approfondies ont été menées sur les politiques d'assainissement et l'élaboration de schémas directeurs des eaux usées, contribuant ainsi à l'ODD 6 sur l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Dans le cadre du projet DUA, l'IPAR a évalué le développement de l'Intelligence Artificielle dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, mettant en lumière son potentiel pour stimuler le développement économique et social (ODD 8, 9 et 16).

De plus, une étude approfondie sur l'entrepreneuriat féminin a été menée dans les 7 pôles territoriaux du Sénégal, mettant en lumière les défis et les opportunités pour l'autonomisation des femmes (ODD 5).

L'agriculture et les données agricoles ont également été au centre des préoccupations de l'IPAR, avec l'initiative AGRIDATA visant à identifier de nouvelles sources de données agricoles et à les rendre accessibles (ODD 2). Ainsi, une nouvelle stratégie de communication a été élaborée pour promouvoir l'utilisation des données agricoles et sensibiliser aux enjeux des ODD.

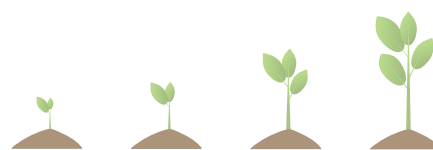
Quelques activités de recherche sur la thématique « Objectifs de développements durable » :

Contribution au « Global Sustainable Development Report » (GSDR 2023)

Cartographie des initiatives sur la localisation des ODD dans la région de Saint-Louis (Sénégal) (partenariat avec ARD de Saint-Louis)

Étude-diagnostic des initiatives de localisation des ODD dans les communes de Bargny, Cambéréne, Sandiara et Mont-Roland (Sénégal)

Études sur les politiques d'assainissement dans les pays cibles, l'implication des acteurs privés dans le sous-secteur et des défis socio-culturels pour un développement de l'accès à l'assainissement au Bénin, Mali, Niger, Burkina Faso et Sénégal (projet WASPA)



Étude portant sur l'élaboration d'un schéma directeur des eaux usées dans les localités insulaires de la région de Ziguinchor (projet WASPA)

Étude sur le niveau de développement de l'IA dans le cadre du projet DUA- Développement et Utilisation des systèmes d'Intelligence Artificielle pour le bien-être de tous en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cote d'Ivoire et Sénégal)

Identification des nouvelles sources de données disponibles autour de l'agriculture et des besoins des acteurs locaux en termes d'utilisation des données agricoles (Initiative AGRIDATA)

État des lieux de l'entrepreneuriat féminin au niveau des 7 pôles territoriaux du Sénégal (Assises nationales de l'entrepreneuriat féminin)

2.1.4. Changement climatique

Dans le contexte du changement climatique, la recherche menée par l'IPAR s'est appuyée sur son expertise propre ainsi que sur ses collaborations avec des réseaux de chercheurs, notamment AgMIP, un réseau regroupant plus de mille chercheurs travaillant sur différents aspects de la modélisation du changement climatique et de son impact sur l'agriculture et la nutrition. Cette année, l'IPAR a activement participé à la dissémination des résultats de la modélisation socio-économique du changement climatique, mettant l'accent sur le besoin d'une interface entre politique et science au sein du réseau AgMIP. Toujours dans le domaine de la gouvernance, l'IPAR a contribué au projet ClimBer (Renforcement de la Résilience Systémique face à la Variabilité du Climat et aux Phénomènes Climatiques Extrêmes) en vue d'identifier des interventions d'adaptation au changement climatique et de cartographier les parties prenantes impliquées. Ces travaux visent à évaluer le potentiel transformateur des différentes initiatives dans une approche de gouvernance multi-échelle et polycentrique. Enfin, l'étude sur la réponse macroéconomique aux chocs climatiques au Sénégal et au Mali a été finalisée et valorisée à travers un article et une note politique publiés par des partenaires membres du T20.

Exploration du nexus migration-changement climatique : défis et perspectives pour la protection des migrants climatiques et l'égalité des genres

Dans le cadre du projet CLIMB, une revue de la littérature approfondie a été menée pour explorer le nexus migration et changement climatique. Cette analyse a mis en lumière une lacune majeure concernant la protection juridique des migrants climatiques. Bien que le terme « migrants climatiques » soit largement accepté, aucun cadre juridique clair n'existe pour assurer leur protection, les laissant souvent dans une situation de vulnérabilité sans précédent.

De plus, l'étude a révélé que la plupart des migrations induites par le changement climatique sont internes, se produisant principalement à l'intérieur des frontières des pays concernés ou à l'échelle régionale. Cette constatation remet en question les discours traditionnels centrés sur les flux migratoires du Sud vers le Nord, soulignant plutôt l'importance de comprendre les dynamiques migratoires internes.

Enfin, une attention particulière a été portée aux disparités de genre dans les impacts du changement climatique. Bien que la recherche sur ce sujet soit encore lacunaire, il est devenu clair que le changement climatique affecte différemment les hommes et les femmes, avec des répercussions spécifiques sur les communautés, les générations et les sexes. Cette prise de conscience souligne l'importance d'intégrer une perspective de genre dans les politiques et les programmes d'adaptation au changement climatique.

Quelques activités de recherche sur la thématique « changement climatique » :

Collecte de données à partir d'entretiens semi-structurés réalisés auprès d'institutions nationales intervenant dans les domaines du changement climatique, de la sécurité alimentaire et de la gouvernance des systèmes d'alerte précoce (projet ClimBeR).

Elaboration d'une note politique sur la résilience macroéconomique : Cas du Sénégal et du Mali (projet Compr).

2.1.5. Migration et emploi des jeunes

La thématique de la « Migration et de l'emploi des jeunes » a été au cœur des activités de recherche menées par l'IPAR, comme en témoigne son projet EJMAO (2012 - 2015). Cependant, les activités de recherche sur cette thématique se sont principalement concentrées sur l'emploi et l'employabilité des jeunes sans établir de lien avec la mobilité.

Cette année, l'IPAR réinvente la thématique en intégrant le nexus changement climatique - agriculture - mobilité dans le cadre du projet Climb. Cette collaboration avec plusieurs institutions (Malmö University, IDEMA, The President and Fellows of Harvard College, Harvard University, Paris-Lodron-University Salzburg, DPA Foundation, Inc., Vrije Universiteit Brussel), en plus de revisiter la thématique, met en avant l'utilisation de « big data » issues des données mobiles, alliée à des méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives sur le terrain. En réalisant une revue exhaustive de la littérature sur les théories et concepts liés à la migration induite par le climat au Sénégal, l'IPAR vise à alimenter les discussions politiques et les interventions visant à aborder les implications socio-économiques de la migration induite par le climat pour l'emploi des jeunes au Sénégal.

2.1.6. Défis et perspectives pour la recherche

Pour continuer à avancer dans sa mission d'impact positif sur le développement, l'IPAR doit relever certains défis tout en se tournant vers de nouvelles perspectives stimulantes.

L'IPAR doit s'efforcer de pérenniser le financement de ses activités de recherche. Bien que l'organisation ait établi 12 nouvelles conventions de recherche en 2023, couvrant une gamme diversifiée de sujets avec le soutien de partenaires tels que le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), la GIZ (Coopération allemande) et d'autres, la question du financement demeure cruciale. Cette stabilité financière est nécessaire pour garantir une recherche indépendante et répondre efficacement aux besoins du développement. Un autre défi majeur est celui de l'évaluation et du suivi des activités de recherche. Il est essentiel pour l'IPAR de documenter soigneusement ses résultats et d'estimer son impact afin de

mesurer efficacement sa contribution au développement. Un système robuste de suivi-évaluation est donc nécessaire pour évaluer l'efficacité des recherches menées et orienter les futures initiatives.

Dans le cadre de l'horizon 2030 visant à réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD), l'IPAR s'engage à consolider ses initiatives existantes en matière de suivi des indicateurs ODD. Cette démarche mettra particulièrement l'accent sur deux domaines cruciaux : l'agriculture, à travers la plateforme AGRIDATA, et l'environnement, avec la plateforme PODDE. AGRIDATA et PODDE, en recueillant, analysant et mettant à disposition des données pertinentes et fiables, fourniront une base solide pour mesurer les performances et identifier les domaines nécessitant une action plus soutenue en intégrant les différents acteurs pour chaque secteur. L'IPAR contribuera à orienter les politiques et les programmes de développement, assurant ainsi une avancée vers les Objectifs de Développement Durable d'ici à 2030 et aussi pour la suite à donner aux ODD après 2030.

L'IPAR envisage également d'intensifier ses efforts dans le domaine de la recherche sur le genre. En mettant l'accent sur l'autonomisation économique des femmes et l'emploi des jeunes dans le secteur agricole, L'IPAR contribuera à réduire les inégalités et à promouvoir des sociétés plus équitables et résilientes. De plus, la prise en compte du genre de façon transversale sera assurée à travers l'élaboration d'une charte d'égalité et d'équité de genre et sa mise en œuvre.

Enfin, l'IPAR explorera les opportunités de mener des analyses synthétiques à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest. Cette approche construite avec ces partenaires et ces différents réseaux, permettra d'identifier les défis et les opportunités communs dans la région, offrant ainsi une base solide pour l'élaboration de politiques et de programmes régionaux visant à stimuler le développement économique et social.

En relevant ces défis et en explorant ces perspectives, la recherche de l'IPAR continuera à jouer un rôle essentiel pour informer et influencer le développement durable en Afrique de l'Ouest.



Une équipe de chercheurs de l'IPAR au service des Eaux et Forêts de Fimela (Région de Fatick-Sénégal). Copyright IPAR 2023



Forum économique de Podor - © IPAR 2022

2.2 Renforcement des capacités des acteurs de changement

En tant que think tank et acteur privilégié du monde de la recherche, l'IPAR contribue au renforcement des capacités des acteurs de changement dans ses zones d'intervention, avec une attention particulière portée à leur habilitation à participer plus activement aux processus décisionnels pour des politiques publiques plus inclusives, plus efficaces et plus efficientes.

Dans cette perspective, l'IPAR a déroulé, en 2023, un programme de renforcement de capacités qui a touché, globalement, plusieurs catégories d'acteurs. Il s'agit, entre autres, de représentants de l'Etat, du Parlement, du secteur privé, des organisations de la société civile, des élus, des jeunes, des femmes, etc.



Tableau des activités de renforcement des capacités selon les thématiques prioritaires



Transformation structurelle de l'agriculture

12



Changement Climatique

4



Objectifs de développement durable

9



Gestion des ressources naturelles et foncières

6

Total

31

2.2.1 Appui aux acteurs dans la conceptualisation, la mise en place et la structuration de cadres organisationnels adaptés à leurs besoins.

L'objectif poursuivi à travers cette activité est d'aider les acteurs à se structurer en organisations fortes, performantes et résilientes, préparées pour répondre aux besoins des membres (formations, garantie pour l'accès aux crédits, mentorat, etc.) et conférant aux adhérents un leadership capable d'influer la prise de décision.

A cet égard, l'IPAR a appuyé la mise en place et la structuration de l'Union des Femmes Transformatrices de Podor, dans le nord du Sénégal (UFTP), sur sollicitation des GIE de femmes du département ayant pris part à la foire des produits ASPH, lors du Forum économique de Podor organisé par les acteurs territoriaux avec l'appui de IPAR, en décembre 2022.

Constituée de 43 groupements et associations, l'UFTP est aujourd'hui une organisation faîtière bien structurée avec un bureau, un statut et un règlement intérieur. Par ailleurs, L'Union est formalisée auprès de l'APIX ; ce qui facilite la mise en relation avec les IF pour un meilleur accès au financement. L'UFTP est une plateforme d'échange, de synergie d'actions et le réceptacle d'activités de formation et de sensibilisation sur l'importance de la transformation des produits ASPH, notamment, dans un contexte de quête de souveraineté alimentaire au Sénégal.

2.2.2 Appui à l'optimisation des OP et des filières ASPH.

Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs du département de Podor (composante 2 du programme EFI), l'IPAR a appuyé les acteurs des filières majeures ASPH à disposer de Plans d'actions Prioritaires (PAP) pour optimiser ces filières (lait, aquaculture, etc.)

Ces PAP sont utilisés par les acteurs pour la recherche de partenaires, dans les campagnes de plaidoirie. A travers cet exercice, les acteurs des filières lait et aquaculture ont identifié les partenaires stratégiques avec lesquels ils projettent de s'associer (pour le lait : SDEL/MEPA, Services techniques, IPAR, FNDASP, CT, OPE, CFP, ONFP, UVS, ANPEJ. Pour l'aquaculture : ANAT, Service départemental de la pêche, CDP, Préfet, Services techniques, IPAR, UCG). Ils ont également pu identifier les contraintes de ces filières, de manière participative.



2.2.3 Sessions de formation des acteurs du programmes EFI Podor

- Session de formation des Elus départementaux (CD) sur la « Maîtrise d'ouvrage territoriale et gouvernance organisationnelle des Conseils départementaux ». Au total, 86 élus ont pris part à cette formation.
- Session de formation en Marketing digital (30 jeunes entrepreneurs) ;
- Leadership et conduite du changement pour promouvoir la transformation des filières agricoles (50 membres de l'Union FTP) ;
- Transformation des légumes périssables (185 femmes) ;
- Transformation en produits laitiers (52 femmes de Fanaye) ;
- Dans le cadre de l'accompagnement des femmes et des jeunes porteurs de dynamique, une des composantes du Programme d'appui à la mise en place d'un Écosystème de facilitation des investissements et des activités économiques (EFI Podor), le Think Tank IPAR a organisé les 18 et 19 mars 2023 une session de formation à l'intention des membres de l'Union des femmes transformatrices de Podor, sur « Leadership et conduite du changement » à l'intention de 50 femmes membres de l'UFTP.

2.2.4 Renforcement de capacités des acteurs de l'assainissement

Les acteurs de l'assainissement ont été cartographiés dans la plupart des pays cibles du projet WASPA. Ils constituent une entité incontournable dans le déroulement des activités WASH. Cependant pour l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et afin de mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable, il est important d'établir des activités de formation et de renforcement de capacités des acteurs. L'objectif est de concevoir des formations adaptées au besoin des acteurs et de renforcer les capacités pour améliorer les interventions dans le domaine de l'assainissement.

2.2.4.1 Formation sur l'assainissement inclusif à l'échelle de la ville dans le cadre du Programme de Renforcement de capacité, ISC-Hub financé par la Fondation Bill et Melinda Gates

Elle a ciblé les vidangeurs (09) et les artisans maçons (09) de la commune de Mbour pour une durée d'une semaine.

L'objectif était de renforcer leurs capacités sur l'approche CWIS et la gestion des boues de vidange à travers la formation et le coaching. De façon spécifique les vidangeurs bénéficiaires de la formation et du coaching ont à l'issue de la session ;

- Compris les aspects théoriques et pratiques de l'approche CWIS
- Eu une connaissance approfondie sur le système de gestion des boues de vidanges en milieu urbain
- Maîtrisé les différents outils de l'approche CWIS
- Montré une parfaite appropriation du CWIS dans leurs activités.

En perspective, il est attendu l'établissement d'un réseau régional durable de partenaires en Afrique de l'Ouest et du Centre partageant des programmes, des connaissances et d'assainissement urbain inclusif (CWIS/GBV).

2.2.4.2 Formation avec l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement sur l'exploitation et la maintenance de stations de traitement des boues de vidange (BV)

Une dizaine d'acteurs, dont des cadres des niveaux intermédiaires et centraux des services en charge de l'assainissement et des étudiants en fin de formation dans le domaine de l'assainissement, étaient la cible de cette formation qui a duré une semaine.

« Les vidangeurs et artisans maçons ont bien accueilli cette activité de renforcement de capacités. Aujourd'hui, nous appréhendons mieux les liens existants et incontournables entre les deux corps de métiers ».

Les objectifs poursuivis étaient de les outiller afin qu'ils puissent assurer convenablement :

- Le suivi des paramètres physico-chimiques et microbiologiques des BV ;
- La gestion des produits finaux ;
- La tenue des différents registres (ou du cahier d'exploitation) et l'archivage.

Ces acteurs devraient contribuer à l'amélioration de la conception et de l'exploitation des STBV en Afrique.



2.2.5 Perspectives et recommandations

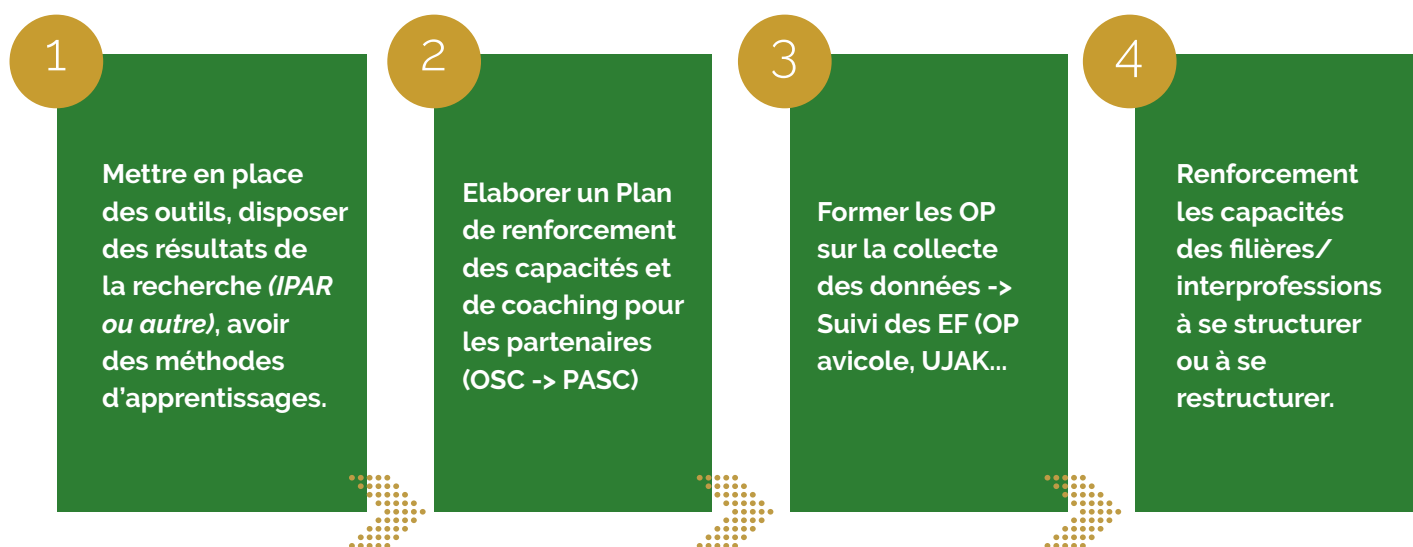
En perspectives et pour des changements positifs par le biais du renforcement des capacités, l'IPAR compte :

- Accompagner les OSC notamment les OP dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur programme de suivi pour générer des données probantes.
- Se positionner comme un acteur à même d'accompagner les États (Gouvernement, Parlement, Elus locaux, Secteur privé, etc.) de la sous-région, dans la définition d'outils, de démarches de recherche et d'analyse, mais aussi de Prospective
- Renforcer les capacités internes de son personnel.

2.2.5.1 Pistes de renforcement des capacités internes



2.2.5.2 Pistes de Renforcement des capacités des partenaires





Forum économique de Podor - © IPAR 2022

2.3 Un dialogue politique centré sur des enjeux de développement au Sénégal et en Afrique de l'Ouest

Le Dialogue politique est un exercice qui implique des parties prenantes d'un secteur, d'une problématique ou autour d'un enjeu donné, dans un temps plus ou moins long, pour construire des consensus gagnant-gagnant, conjuguant les intérêts divergents des acteurs. Il s'agit d'une démarche indispensable dans la gouvernance et les politiques publiques pour leur assurer une efficacité et une efficience maximales et également faciliter leur appropriation, éviter les conflits et atteindre les objectifs de transformation sociale et économique.

Au cours de l'année 2023, l'IPAR a conduit plusieurs activités de dialogue politique autour de problématiques à enjeux liées à ses thématiques prioritaires de recherche. Ce dialogue a pour cadre, en partie, des réseaux globaux auxquels l'IPAR est membre actif, notamment SEN-RTT, RTT-UEMOA, GRAIN, Southern Voice Network for peace Building, MOVIDA, AgMIP et Inter Réseaux ou dans le cadre d'initiatives ou plateformes thématiques nationales (PNGF, CRAFS, etc.).

2.3.1 Contributions au dialogue politique sur la gouvernance des ressources naturelles, du foncier et sur la souveraineté alimentaire au Sénégal et en Afrique de l'Ouest

Aux côtés du Réseau Sénégalais des Think Tanks (SEN-RTT) dont il assure le secrétariat, l'IPAR a coanimé un dialogue impliquant plusieurs acteurs (think tanks, OSC, Etat), autour de la question cruciale de la souveraineté alimentaire. Organisé à l'occasion de la journée internationale des think tanks célébrée le 31 janvier de chaque année, ce dialogue a été inspiré par les crises multiformes qui secouent le monde, depuis quelques années, et qui n'épargnent pas le Sénégal (crises sécuritaire, économique, sanitaire, climatique, etc.). Il a mis en évidence l'urgence de créer les conditions d'une souveraineté alimentaire durable avec des systèmes alimentaires plus résilients.



Tableau des activités de dialogue politique selon les thématiques prioritaires



Transformation structurelle de l'agriculture

27



Objectifs de développement durable

3



Gestion des ressources naturelles et foncières

14

Total

44

2.3.1.1 Réflexions autour des enjeux et défis de la gouvernance foncière et ses articulations avec la souveraineté alimentaire au Sénégal

Le forum national sur le foncier est devenu un évènement annuel, désormais inscrit dans l'agenda des acteurs de la gouvernance foncière au Sénégal. Ce grand rendez-vous annuel sur le foncier est mis à profit pour instaurer le dialogue autour des enjeux et défis pour une meilleure gouvernance des ressources foncières, dans un contexte marqué par une diversité des intérêts des acteurs et de tensions multiformes.

La 6^e édition du forum, organisée en décembre 2023 à Dakar par la Plateforme nationale sur la Gouvernance Foncière (PNGF), sous le lead de l'IPAR, était centrée sur le Nexus « gouvernance foncière et souveraineté alimentaire ».

Il a découlé sur des consensus forts autour de l'importance du foncier dont la bonne gouvernance est un gage de souveraineté alimentaire et de développement économique et social.

2.3.1.2 Renforcement du cadre national de dialogue sur le foncier et la gestion des ressources naturelles au Sénégal et contribution à la mise en œuvre de politiques, programmes et projets dans les territoires

L'IPAR a joué un rôle central dans le processus d'élargissement de la base sociale de la Plateforme Nationale sur la Gouvernance Foncière au Sénégal (PNGF). Depuis 2020, des concertations sont en cours avec les acteurs territoriaux en vue de les sensibiliser sur les DV et d'élargir le COPIL à d'autres structures (secteur privé, société civile, collectivités territoriales, universités, institutions de recherches, associations locales). Ce processus a conduit à la mise en place de plateformes locales de dialogue, qui sont des espaces d'échange et de mise en débat et d'appui de toute politique ou bonne pratique locales liées à la gouvernance des ressources naturelles et du foncier en particulier, en s'appuyant sur les principes des directives volontaires (DV).

Dans le cadre du projet pour le Dialogue, la Concertation et la Sécurisation Foncière, deux assemblées générales ont été tenues et ont conduit à la mise en place des deux plateformes régionales à Kaolack et Kaffrine et à la définition de plans d'action régionaux pour les deux circonscriptions.

Également dans le cadre du partenariat CRAFS/PROCASEF, dont l'objectif est le renforcement du dialogue territorial multi-acteurs sur la gouvernance du foncier et des ressources naturelles dans les régions de Sédhiou, Kolda, Ziguinchor et Matam, l'année 2023 a été mise à profit pour consolider les plateformes locales déjà installées et pour démarrer des concertations afin de créer les bases pour des cadres de concertations dans les territoires où ils n'existent pas encore.

2.3.1.3 Socialisation autour de la réforme foncière au Sénégal

Panel autour de la nouvelle loi foncière permettant désormais d'affecter des terres à un groupe de personnes (décret 2022-2307 relatif à la modification de l'article 3 du décret de 1972).

Dakar, Sénégal, octobre 2023

Organisé par PNGF et l'IPAR avec la participation des acteurs de la Société civile, des membres de la plateforme PNGF, du PROCASEF, d'élus locaux, etc. Une note de plaidoyer intitulée « Prendre en compte les droits fonciers collectifs dans la réforme foncière au Sénégal », a été produite pour interpeller sur les risques de disparition de la propriété collective au profit d'une appropriation individuelle poussée à l'extrême.

Atelier régional de partage avec les acteurs locaux sur le nouveau décret 2022-2307 relatif aux conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national.

Dakar, Sénégal, octobre 2023

Organisé par GIZ en collaboration avec IPAR. Les acteurs ayant participé à cet atelier sont : GIZ SEEN SUUF, GFA-IPAR, PROCASEF, AMBERO, du gouverneur et du maire de Kaolack, AGEROUTE, ARD, ANAT, des maires de la région, des services techniques, des OP, etc.

Sensibilisation des parlementaires sénégalais sur les réformes pouvant contribuer à la souveraineté alimentaire et à l'adaptation au changement climatique.

Du 22 au 24 août 2023 à Saly (Mbour, Sénégal)

Organisée par la FNBS, le CNCR, IPAR et l'ANACIM et regroupant 55 acteurs, dont une trentaine de parlementaires sénégalais issus de trois commissions (lois, finances et développement rural).



2.3.1.4 Réflexion autour de la gestion durable de l'eau en Afrique

L'IPAR, en collaboration avec le site d'information *hydrodiplomacy.com* a organisé, en juillet 2023, une table ronde virtuelle sur « les enjeux et défis de la gouvernance des ressources de l'eau en Afrique et le rôle de la diplomatie ».

L'activité a mis en exergue l'importance de la diplomatie dans la gouvernance des ressources en eau. Dans un contexte de raréfaction des ressources en eau, d'augmentation des besoins et usages de l'eau et de tensions autour de l'accès et du contrôle des ressources en eaux des bassins transfrontaliers, l'hydro-diplomatie est brandie comme le moyen le plus efficace de promouvoir la coopération et la collaboration entre les Etats pour une gestion durable et apaisée des ressources en eau partagées.

2.3.2 Transition agroécologique au Sénégal : le rôle moteur de l'IPAR dans l'animation du dialogue au niveau national et dans les territoires

La quatrième édition des journées de l'agroécologie au Sénégal (JAES), organisée à Dakar du 14 au 15 février 2023, avec une participation active de l'IPAR en tant que membre de la DyTAES, a été un moment d'intenses réflexions et de dialogue sur la territorialisation de l'agroécologie.

Ces journées ont mis en lumière les principaux défis de l'agroécologie au Sénégal, à savoir : la mise à l'échelle, le transfert de connaissances, le financement de la recherche et du conseil agricole et le manque de dialogue entre les acteurs. La DyTAES, en tant que cadre fédérateur pour les acteurs, se propose de relever ces défis, à travers la synergie d'actions, la formation d'une masse critique d'acteurs sur l'agroécologie, la mise à l'échelle des pratiques et des innovations et le renforcement du dialogue politique en faveur de la transition agroécologique au Sénégal.

L'expérience de l'IPAR dans l'accompagnement de la DyTAEL de Bignona, a été partagée à l'occasion d'une animation scientifique sur le thème : « La transition agroécologique au Sénégal : de l'analyse des verrouillages à l'accompagnement du changement », organisée par ISRA-BAME et ses partenaires dont l'IPAR, en mai 2023 à Dakar dans le cadre des animations scientifiques du BAME). Cette expérience met en exergue l'importance de l'ancrage territorial pour une transition agroécologique durable dans les territoires. La co-construction est la pierre angulaire des processus de transition

agroécologique à l'échelle des territoires.

2.3.3 Facilitation du dialogue sur l'entrepreneuriat et la promotion des investissements

2.3.3.1 Assises nationales sur l'entrepreneuriat féminin au Sénégal

Les Assises nationales sur l'entrepreneuriat féminin au Sénégal tenues le 7 mars au Grand Théâtre de Dakar ont servi de cadre pour la poursuite du dialogue et des échanges entre les différentes catégories d'acteurs, à l'échelle nationale, et ont permis de fixer les défis et de dégager des axes prioritaires d'intervention pour la relance de l'entrepreneuriat féminin, la réduction des inégalités entre les sexes et l'autonomisation des femmes, à l'horizon 2030.

L'IPAR a accompagné l'Etat du Sénégal, à travers le Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants à faire l'état des lieux, au niveau des 7 pôles territoriaux, à documenter les potentialités, les opportunités, les acquis et les défis spécifiques à chaque pôle. Il était également question de partager les modèles de réussite dans chaque filière et enfin, formuler des recommandations fortes pour l'autonomisation des femmes et le renforcement de leur leadership dans le milieu de l'entrepreneuriat, tout en tenant compte des spécificités propres à chaque pôle territorial.

Ces consultations régionales ont été présidées par les Gouverneurs de région et ont mobilisé l'ensemble des acteurs intervenant dans l'écosystème de l'entrepreneuriat (organisations féminines, secteurs privés, administrations, universités, société civile, experts, secteurs financiers, instituts de recherches, Think Tanks, acteurs du secteur primaire, les partenaires techniques et financiers, etc.).

2.3.3.2 Revue Conjointe du Développement local (RCDL) de Podor 2023 : IPAR appuie la concertation des acteurs du territoire

L'objectif global de la Revue Conjointe du Développement local (RCDL), conduite par l'IPAR, en appui au Conseil Départemental de Podor, est de contribuer à accélérer la mise en œuvre de la politique économique et sociale du département. Plus spécifiquement, elle permet d'assurer un suivi concerté de la mise en œuvre de cette politique, de mettre en place un cadre de dialogue multi-acteurs multi-secteurs et d'opérationnaliser un cadre de responsabilité mutuelle.

L'IPAR a appuyé, en 2023, les concertations qui avait été précédées de la réalisation d'une étude qui a permis d'adresser les déficits des jeunes en termes d'informations sur les opportunités d'emplois des jeunes dans le département de Podor (déficit d'accès à l'info et déficit d'accès à un dispositif de proximité pour orienter et accompagner les jeunes dans l'entrepreneuriat).

2.3.3.3 Contributions au dialogue entre l'UE et les OSC sur l'emploi des jeunes au Sénégal

Dans le cadre de la production de connaissances et de données probantes pour alimenter le dialogue structuré entre les OSC et l'Etat ou ses démembrés, SENRTT et l'IPAR ont contribué en 2023 à la réalisation d'une œuvre inédite, intitulée « rapport annuel de la société civile sur les politiques publiques » (RASCIPP). Ce rapport a suscité beaucoup d'intérêts auprès des organisations faitières qui ont été largement associées, de l'Etat qui a apporté un appui technique et financier pour son élaboration et sa vulgarisation, des partenaires techniques et financiers, de la presse et des citoyens qui ont exprimé le besoin d'avoir une meilleure visibilité sur l'impact économique et social des ONG et sa contribution dans le Plan Sénégal Emergent, etc.

2.3.4 Dialogue pour l'inclusion numérique des jeunes et des femmes et l'utilisation des données probantes dans les politiques publiques

2.3.4.1 Réflexions sur les « Défis d'une utilisation responsable et inclusive de l'Intelligence Artificielle (IA) au prisme des politiques et de la recherche en Afrique »

L'IA est un outil puissant qui peut stimuler le développement de l'Afrique. C'est pourquoi l'IPAR l'a adoptée comme domaine d'intervention. Au sein du think tank, plusieurs projets de recherche (GRAIN, DUA, AgriDATA) se concentrent sur l'IA responsable, qui est un outil puissant pouvant stimuler le développement en Afrique. Toutefois, l'IA est difficile à dompter et peut être génératrice d'inégalités si elle n'est pas utilisée de façon responsable. Les politiques sur l'IA doivent favoriser l'inclusion numérique des femmes et des jeunes.

Partant de ce postulat, l'IPAR a saisi l'occasion de l'édition 2023 de la Journée Internationale de la Femme célébrée sur le thème « Pour un monde digital inclusif : innovations et technologies pour l'égalité des sexes », pour poser le débat à travers une journée de réflexions en 2023, sur les défis

d'une utilisation responsable et inclusive de l'intelligence artificielle (IA) en Afrique.

Cinq (5) intervenant.e.s issu.e.s de différents pays (Sénégal, Côte d'Ivoire et Maroc) ont croisé leurs regards sur la problématique du renforcement des pratiques favorisant l'inclusion numérique, l'accès aux technologies et l'entrepreneuriat féminin, ainsi que les politiques à mettre en œuvre pour favoriser une IA responsable et inclusive et les stratégies de sensibilisation à encourager en direction des décideurs et entrepreneurs autour des opportunités d'une inclusion des femmes dans la transformation digitale en Afrique.

2.3.4.2 L'IPAR promeut l'utilisation des données probantes dans les processus décisionnels

Les données probantes sont des informations, des données statistiques, des résultats d'enquêtes ou d'évaluation, des conclusions tirées de recherches et autres connaissances scientifiques pouvant servir de base utile à la prise de décision. L'utilisation de ces données probantes est un gage d'efficacité des politiques publiques. Au cours de l'année 2023, les mécanismes institutionnels à mettre en place pour encourager l'utilisation optimale des données probantes par les décideurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile pour la prise de décision, particulièrement dans le domaine des réformes et des politiques Agricoles, ont fait l'objet d'un dialogue initié par IPAR et ses partenaires DAI et Sen-RTT, à travers une animation scientifique.

Il est ressorti des réflexions issues des échanges un réel besoin des acteurs institutionnels d'être sensibilisés sur l'importance des données probantes, de renforcer les capacités du gouvernement à utiliser des mécanismes de financements innovants pour la mobilisation des évidences afin d'éclairer les décisions politiques, de promouvoir une synergie d'actions avec les organismes de recherches pour mieux influencer les décisions, de travailler à faciliter l'appropriation des données et évidences à travers des formats plus accessibles, etc.

2.3.5 Dialogue politique pour la prise en compte des recommandations du rapport quadriennal mondial sur le développement durable 2023 au Sénégal et en Afrique de l'Ouest.

Ce dialogue initié par l'IPAR, en partenariat avec le Réseau sénégalais des think tanks (SEN-RTT) et le Rapport Alternatif sur l'Afrique (RASA),

poursuivait plusieurs objectifs. Il s'agissait de vulgariser le processus du Rapport mondial sur le développement durable (GSDR) et de la mise en place du groupe indépendant de scientifiques (IGS), de partager les principaux messages du Rapport mondial sur le développement durable (GSDR), de réfléchir sur les modalités de prise en compte des problématiques propres au Sénégal et à l'Afrique de l'Ouest et enfin et surtout définir un agenda d'articulation des recommandations du Rapport aux politiques et stratégies nationales et régionales.

Le GSDR 2023 montre qu'à mi-parcours de l'échéance de 2030, les ODD sont loin d'être sur la bonne voie. Le rapport fournit des éléments d'information sur la voie à suivre, notamment des données sur les interventions nécessaires et sur la manière de surmonter les obstacles et d'influer stratégiquement sur la vitesse du changement. En fin de compte, le rapport 2023 lance un appel à l'action pour les transformations qu'il suggère.

2.3.6 Plaidoyer pour des réponses efficaces aux chocs

Dans le cadre des réponses politiques macroéconomiques à la Covid 19 en Afrique (COMPRA), une « note politique sur la résilience macroéconomique : Cas du Sénégal et du Mali » a été produite. La note qui examine, à des fins comparatives, la résilience des économies sénégalaise et malienne face aux principaux chocs tant au niveau national que mondial/ régional auxquels elles ont été confrontées entre 2000 et 2022 et les réponses politiques adoptées à cet effet, insiste sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques budgétaires et monétaires anticycliques et sur le renforcement de leurs performances en matière de commerce, d'industrie, de capital humain et de gouvernance pour favoriser la résilience économique des deux pays face aux chocs.

2.3.7 Des résultats probants

Le dialogue politique engagé par IPAR ou impliquant notre think tank, au cours de l'année, même si certains processus sont encore loin de leur épilogue, est porteur de résultats palpables.

SEN-RTT, sous la houlette de IPAR, propose 05 leviers pour la stratégie nationale de souveraineté alimentaire au Sénégal :

- Mise en place de cadres réglementaires appropriés et d'une gouvernance multipartite ;
- Promotion de modèles de financement

innovants ;

- Engagement communautaire dans le processus d'élaboration des cadres réglementaires et des mécanismes de mise en œuvre ;
- Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne alimentaire ;
- Contribution de la science et de la technologie.

01 mémorandum sur la gouvernance foncière et la souveraineté alimentaire au Sénégal.

Issu des réflexions du forum national sur le foncier, ce document interpelle les décideurs sénégalais sur la nécessité de parachever le processus de réforme foncière, à travers :

- L'adoption d'un document de politique foncière et sa traduction en actes législatifs et réglementaires ;
- L'assouplissement du cadre juridique pour une meilleure attractivité des investissements privés agricoles, en évitant la marchandisation foncière ;
- L'élaboration d'une stratégie nationale sur l'entreprenariat et l'insertion des jeunes en leur facilitant l'accès au foncier.

03 plateformes locales de dialogue sur le foncier et la gestion des ressources naturelles, installées dans les territoires du Sénégal.

A côté des autres acteurs de la plateforme Nationale sur la Gouvernance Foncière (PNGF), IPAR a contribué, en 2023, à la mise en place et à la structuration de plateformes dans les territoires suivants :

- Plateforme régionale de Sédhiou sur la gouvernance foncière (Casamance) ;
- Plateformes régionales de Kaolack et Kaffrine (bassin arachidier) ;
- Comité d'initiative mis en place à Dagana (zone nord)

En perspective, d'autres dynamiques sont en cours, dans la zone des Niayes (Louga) et dans la zone du delta du fleuve Sénégal (finalisation du processus à Dagana) et en Casamance (Kolda et Vélingara).

Ces cadres viendront élargir la liste des plateformes déjà fonctionnelles en Casamance (Plateforme régionale de Ziguinchor et Plateforme de MYF) et dans la région du fleuve Sénégal (Podor et Matam).

Une trentaine de parlementaires sénégalais

issus de trois commissions (lois, finances et développement rural) sensibilisés sur les réformes pouvant contribuer à la souveraineté alimentaire et à l'adaptation au changement climatique.

- Une feuille de route qui engage les parlementaires, la société civile, la recherche et les autres acteurs dans une alliance en vue de contribuer aux réformes nécessaires pour contribuer à l'atteinte de la souveraineté alimentaire au Sénégal, est élaborée.
- La transition agroécologique en marche dans le département de Bignona. Sous l'impulsion de IPAR, la DyTAEL de Bignona a fixé le cap de sa transition agroécologique complète pour 2036. L'objectif visé est de libérer le potentiel agricole et alimentaire de Bignona, de faire de la circonscription un département agroécologique classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.



Des pistes pour la promotion des investissements et de l'entrepreneuriat au Sénégal.

IPAR a appuyé la Revue Conjointe du Développement local (RCDL) de Podor en 2021 et en 2023. Parmi les résultats issus de cette concertation, on peut noter (01) la mise en place d'une plateforme territoriale de soutien à l'emploi et à l'employabilité des jeunes et d'un site vitrines pour les projets et programmes, (02) la proposition de pistes d'entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes en partant des potentialités du département.

Des recommandations formulées pour répondre aux « défis d'une utilisation responsable et inclusive de l'Intelligence Artificielle (IA) au prisme des politiques et de la recherche en Afrique » :

- Nécessité de renforcer la volonté politique autour de la promotion d'un leadership inclusif sur l'IA, d'un changement de paradigmes, d'investissements dans la formation, notamment pour les femmes, etc. ;
- Promouvoir des algorithmes inclusifs créer une culture d'entreprise inclusive, former les développeurs d'IA aux questions de genre, impliquer les femmes dans la conception de l'IA et sensibiliser sur les liens entre l'IA et le genre ;
- Réguler le secteur pour minimiser les risques liés à ses défauts ;
- Réduire l'écart entre l'Afrique et l'Occident en matière d'IA, en veillant à ce que les solutions développées répondent aux besoins de l'Afrique et soient inclusives ;
- Investir dans la recherche et la connaissance pour les jeunes et les femmes, car l'IA et les outils technologiques ne doivent pas être considérés comme très complexes et hors de portée.

2.3.7 Défis et perspectives

Tout au long de cette année 2023, IPAR, dans le sillage de ses recherches ou en réponse à des enjeux d'actualité, s'est évertué à aménager des espaces de dialogue pour les acteurs (Etat, secteur privé et société civile) autour de questions qui touchent à quasiment tous ses domaines d'intervention (thématiques prioritaires). La part belle revient naturellement aux problématiques



liées au devenir des exploitations familiales (gouvernance foncière, transition agroécologique, etc.), sans toutefois occulter les efforts déployés pour asseoir un dialogue contributif autour de la question de la promotion de l'investissement et de l'emploi des jeunes et des femmes au niveau national ainsi que dans les territoires. Même si faut reconnaître que certains processus n'ont pas vraiment abouti à des décisions concrètes (prise de décision) pouvant être capitalisées dans ce rapport, ces sessions de dialogue ont eu le mérite de poser le débat sur des questions essentielles, sur la base d'évidences scientifiques, de mettre en lumière les goulots sur lesquels il faudra agir et de proposer des solutions/recommandations qui pourraient alimenter les politiques publiques.

Durant les prochaines années, ces questions continueront sûrement d'alimenter en priorité le débat politique animé par l'IPAR, compte tenu de leur prégnance et de leur alignement avec les orientations stratégiques de notre think tank. Mais il faudra compter également avec des enjeux émergents tels que l'utilisation des technologies émergentes (IA) qui offre des leviers potentiels pour répondre aux défis de développement notamment dans le secteur agricole et rural et pour réduire les inégalités de genre. Le changement climatique, les risques de crise sanitaire globale, les ODD dont l'échéance est imminente (2030), la gouvernance des ressources naturelles, notamment celles partagées (bassins transfrontaliers), cristallisent de plus en plus l'attention de l'IPAR qui compte multiplier les recherches et la mise en débat sur ces questions.

COMMUNICATION

FAITS MARQUANTS ET CHIFFRES CLÉS



Communications institutionnelle et interne

- Mise à jour de la charte graphique de l'IPAR avec Hewlett et OTT (re-design du logo, maquettes PPT, rapports, etc.) ;
- Refonte du site institutionnel en cours (site intuitif, structuré pour faciliter la recherche d'infos) ;
- Mise en place d'un pack Google Workspace (Drive, mailing adapté au partage de grands volumes d'info, agenda, signature électronique, etc.) ;
- Mise en place d'outils et supports de com (carte son pour le Zoom, plaquettes projets et institutionnelles, ...);
- Communication externe & relation presse
- Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication digitale (OTT)
- Collaboration avec une cinquantaine de médias (télé, radio, presse écrite, sites d'infos, agences de presse) pour la couverture médiatique des activités de IPAR; Formalisation avec les Groupes Amani TV (international) et E-médias (Sénégal).
- Mise à jour et animation du site internet et des réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn, X-Twitter, Youtube)
- Animation de plateformes de dialogue multi-acteurs/mise à jour de contenus (PNGF, PODDE, Podor en action, etc.)
- Implication dans les activités communication des plateformes thématiques (PNGF, CRAFS, DyTAES) et des territoires au Sénégal (Podor, Fanaye, Loul Sessène, etc.).
- Com institutionnelle & interne
- Mise à jour charte graphique avec Hewlett et OTT (Re-design du LOGO, Maquettes PPT, rapports, etc.);
- Refonte du site institutionnel (site intuitif, structuré pour faciliter la recherche d'infos) ;
- Mise en place d'un pack Google Workspace (Drive, mailing adapté au partage de grands volumes d'info, agenda, Signature électronique, etc.);
- Mise en place d'outils et supports de com (carte son pour le zoom, Plaquettes projets et institutionnelles, ...);
- Rapport annuel

Nombre d'activités de communication et de valorisation des connaissances par thématique



Transformation structurelle de l'agriculture

8



Changement climatique

2



Objectifs de développement durable

7



Gestion des ressources naturelles et foncières

1

Total

18

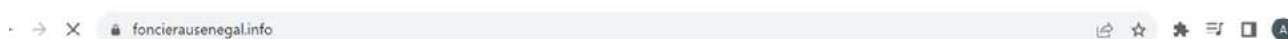


Communication externe et relation presse

- Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication digitale (OTT)
- Collaboration avec une cinquantaine de médias (télé, radio, presse écrite, sites d'infos, agences de presse) pour la couverture médiatique des activités de l'IPAR _ Formalisation avec les Groupes Amani TV et I-médias.
- Mise à jour et animation du site internet et des réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn, X-Twitter, Youtube)
- Animation de plateformes de dialogue multi-acteurs/ Mise à jours contenus (PNGF, PODD, Podor en action, etc.)
- Implication dans les activités de communication des plateformes thématiques (PNGF, CRAFS, DyTAES) et des territoires, etc.



Dr Cheikh Oumar Ba sur les succès du Forum de Podor



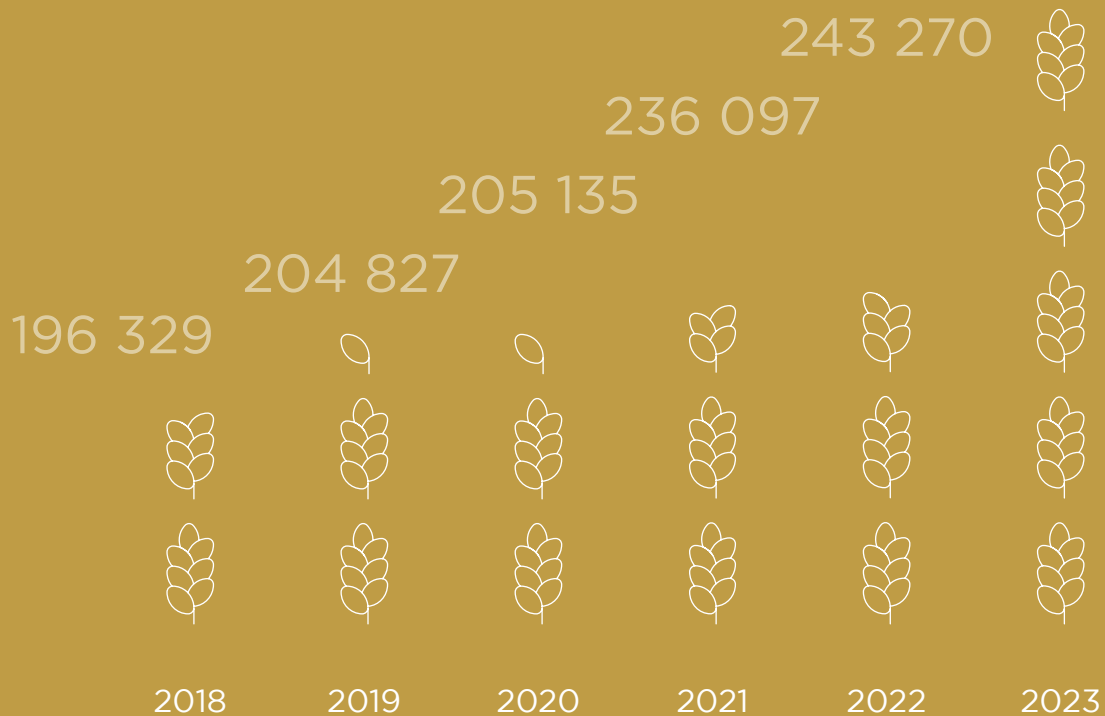
LA PLATEFORME ~ ACTUALITÉS LÉGISLATION ~ RESSOURCES ~ MULTIMÉDIA ~



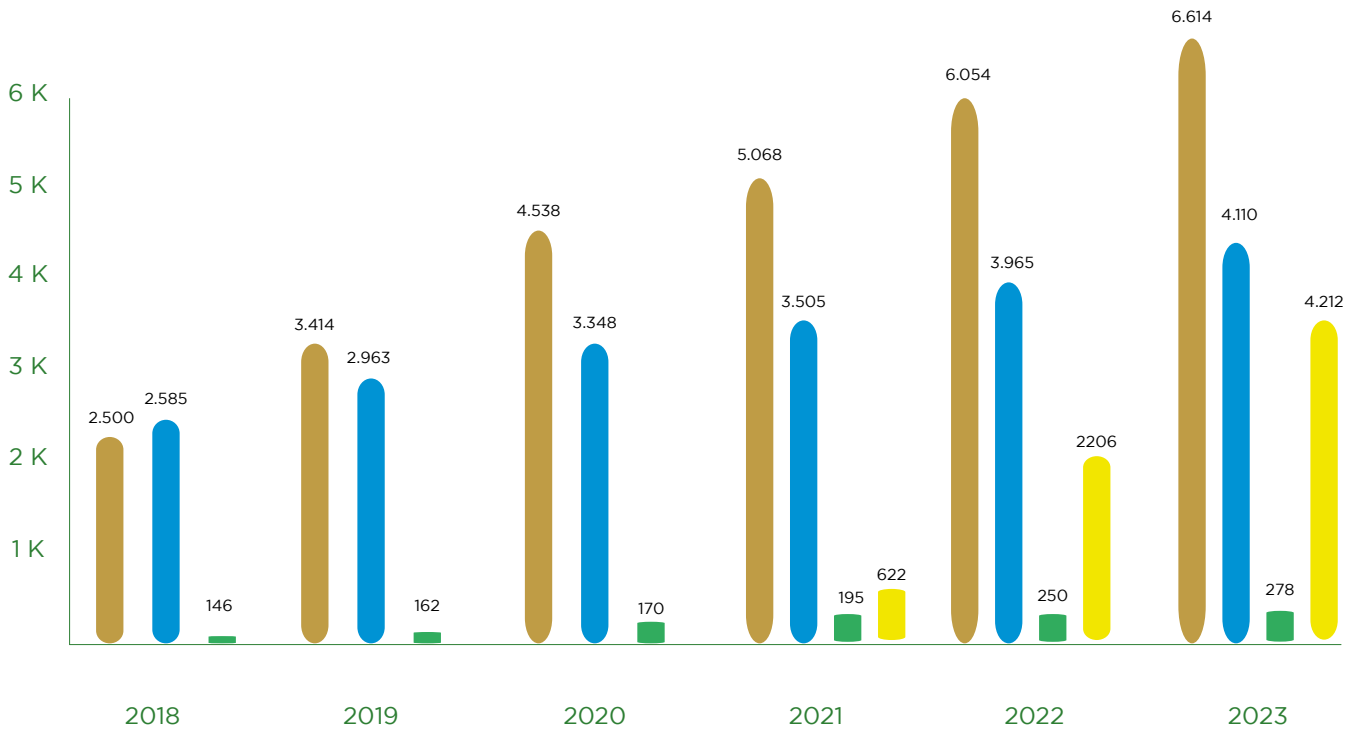
www.ipar.sn
Visites/an sur le site

1.546.435

 **+635,69%**
de visites sur le site web



Médias Sociaux

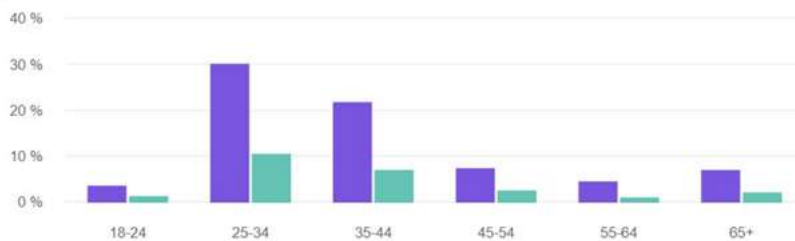


- Twitter (Abonnés) - https://twitter.com/IPAR_ThinkTank
- Facebook (Abonnés) - <https://www.youtube.com/@IPARFILMS>
- YouTube (Abonnés) - <https://www.facebook.com/IPARNEWS>
- LinkedIn (Abonnés) - <https://www.linkedin.com/company/ipar-think-tank/>

Audience de la page Facebook

Âge et genre

- Hommes 74.90%
- Femmes 25.10%



Découvrir	
Couverture des publications	8 552
Interaction avec les publications	1 807
Nouvelles intentions d'aller la Page	36
Nouveaux followers de la Page	97
Interactions	
Réactions	654
Commentaires	69
Partages	76
Vues de photo	517
Clics sur un lien	28
Autre	
Masquer toutes les publications	0
Dé abonnements	0

Analyse des résultats

Des résultats satisfaisants atteints en termes de renforcement de la visibilité de IPAR à travers la mise à jour des contenus des réseaux sociaux et du site, grâce aux bonnes relations avec les médias :

Des défis constants:

- Valorisation des publications de IPAR au travers d'une newsletter thématiques et diffusion sur le site web, animations scientifiques pour vulgariser les résultats de la recherche;
- Newsletter interne pour fluidifier le partage d'infos;
- Stratégie d'influence et de communication pour mieux encadrer et assurer une bonne planification et le suivi des actions de Com et de dialogue avec les acteurs;

The screenshot displays the IPAR Think Tank website interface. At the top, there is a search bar and a language selector set to '(fr) français'. Below the IPAR logo, a navigation menu includes 'QUI SOMMES-NOUS?', 'QUE FAISONS-NOUS?', 'NOS PUBLICATIONS', 'ACTUALITÉS', 'RESSOURCES', and 'BLOG'. A secondary menu lists key areas: 'Changements climatiques', 'Gestion des ressources', 'Migration et emploi des jeunes', 'Objectifs de développement durable', and 'Transformation de l'agriculture'.

The main content area features a carousel of news items. The first item is a photograph of a panel discussion at the '6th Edition Forum National sur le Foncier' (National Land Forum), held from December 5-7, 2023, at the Hotel King Fahd Palace in Senegal. Other items include 'LA BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE DE L'IPAR', 'Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers', and 'Feed the Future Sénégal - Projet d'appui aux réformes et aux politiques agricoles'.

Below the carousel, there are three featured articles:

- QUOI DE NEUF À L'IPAR ?**: A section highlighting recent research and publications.
- IPAR intègre le Consortium international de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire**: A report on the international consortium for school health and nutrition research.
- Le projet « Dooleel Mbay » dresse le profil d'opportunités de la chaîne de valeur mangue en Casamance**: A profile of mango value chain opportunities in Casamance.
- Dialogue public-privé sur l'assurance agricole au Sénégal**: A report on public-private dialogue for agricultural insurance in Senegal.

On the right side, there is a social media post from @IPAR_ThinkTank dated June 25, 2023, announcing the integration of the international research consortium for school health and nutrition research.

At the bottom, there are three columns:

- Études et recherches**: 'ENDING RURAL HUNGER - The case of Senegal'.
- Notes politiques**: 'Le système de protection sociale'.
- Nouvelles de l'IPAR**: 'Programme de coopération climatique internationale (PCCI) - Lancement du Projet'.

IPAR BRILLE



Dr Amadou Guèye, spécialiste en assainissement à IPAR, distingué par l'association des jeunes professionnels de l'eau et de l'assainissement du Sénégal (AJPEAS), pour sa vision et son dévouement qui ont valu à ce cadre sectoriel d'être reconnu au Sénégal et à l'international.

C'était à l'occasion de la célébration des 10 ans de l'AJPEAS, le 16 décembre 2023, à Dakar, au Sénégal.

L'AJPEAS est une tribune de rencontres, d'échanges de connaissances, de communication et de réflexions sur les questions liées à l'avenir du secteur de l'assainissement. Elle est ouverte aux jeunes âgés entre 18 et 35 ans s'activant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, aux structures publiques et privées, aux ONGs, aux universitaires et autres acteurs du secteur.



Dr. Amadou GUÈYE



Dr Ndeye Coumba DIOUF

Dr Ndeye Coumba Diouf exprime sa reconnaissance à IPAR après la soutenance de sa thèse sur le sujet "Chercher le fil de l'or : Mobilités des orpailleurs, circulation des savoir-faire au Sud-Est du Sénégal"

« Mon arrivée à l'IPAR en fin 2011 semble être une rencontre avec le destin. En effet, l'IPAR, par le biais de son Directeur Exécutif, Dr Cheikh Oumar Bâ, m'a accueilli, d'abord en tant que stagiaire, ensuite comme assistante de recherche et aujourd'hui comme Chercheuse. Ce parcours, faudrait-il le rappeler a été le fruit d'un investissement durable de l'IPAR, qui dans sa ligne de conduite, intègre fortement l'accompagnement des jeunes et la mise en place d'un plan de carrière au profit de ces derniers. Etant arrivée en 2011 sans aucun plan de thèse, son Directeur exécutif m'a fortement encouragé dans la poursuite de mes études pour l'obtention du doctorat au regard de l'intérêt de ce titre dans le monde de la recherche. Il m'a non seulement encouragé dans cette aventure doctorale, mais il m'a aussi apporté son soutien constant tout au long de sa réalisation. Dr Ibrahima Hathie, à l'époque Directeur de la recherche à l'IPAR,

m'a soutenu dans le choix de ma thématique qui a porté sur l'exploitation minière, analysée sous l'angle de la mobilité des exploitants artisanaux de l'or. J'ai pu obtenir des fonds de l'IPAR pour faciliter l'accès à la documentation mais également j'ai disposé d'un appui technique du Directeur Exécutif pour l'obtention d'une bourse doctorale de l'IRD. Sa participation comme Examineur dans mon jury de thèse, en tant que sociologue, spécialiste des questions migratoires, n'a été qu'un aboutissement d'un accompagnement qui a duré plus de 10 ans. Aujourd'hui, j'occupe le poste de Chercheuse, responsable de la thématique Migration et emploi des jeunes au sein de cette institution. C'est dire que l'IPAR m'a ouvert les portes à l'environnement de la recherche dans lequel j'ai toujours souhaité évoluer. »

Paul Ndiaga Ciss, doctorant en production végétale et agronomie et chercheur à l'IPAR, présente une partie de ses résultats de thèse portant sur « *L'évaluation de l'effet du stress hydrique et thermohydrique sur la résilience des communautés microbiennes des sols du bassin arachidier* ».

L'objectif de cette étude était d'évaluer l'impact des épisodes extrêmes actuels et prévus dans le futur sur la stabilité des communautés microbiennes du sol, et de voir l'effet des pratiques culturales sur la résilience des microorganismes du sol.

C'était à l'occasion de la 11^e édition des journées scientifiques des doctorants de l'UGB du 25 au 27 juillet 2023, organisée par le collège des Écoles Doctorales et le Collectif des doctorants.

Ces journées visent deux objectifs : rendre visible et lisible la recherche transdisciplinaire de l'Université Gaston Berger, et favoriser les échanges entre chercheurs, étudiants, et le monde socioéconomique.



Paul Ndiaga CISS



Dr Cheikh Oumar Ba

Dr Cheikh Oumar Ba, directeur exécutif de IPAR, désigné Président du comité régional du Programme d'appui aux femmes transformatrices des produits agricoles, halieutiques et artisanaux dans les états membres de la CEDEAO.

Cette nomination est intervenue lors d'une réunion (Edition 2023) organisée, du 27 novembre au 1er décembre 2023, à Banjul en République de Gambie, par le Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG) représenté par sa directrice et de hautes personnalités de la CEDEAO.

La CEDEAO, à travers son Centre pour le Développement du Genre (CCDG), consciente des efforts fournis par les femmes dans les domaines des secteurs agricole, commercial et nutritif, a inscrit la transformation des produits agricoles, halieutiques et artisanaux comme priorité dans son agenda. Conformément à la Vision 2050 de la CEDEAO et au plan stratégique 2023-2027 du CCDG qui, dans son Pilier 3, « Autonomisation économique et Renforcement du pouvoir des femmes et des filles », le CCDG déroule des programmes qui œuvrent à promouvoir l'autonomisation des femmes dans les Etats membres de la CEDEAO à travers la mise en place d'un programme d'envergure dénommé « Appui aux femmes transformatrices des produits agricoles, halieutiques et artisanaux dans les Etats membres de la CEDEAO ».

IPAR, à travers son Directeur exécutif va présider aux destinées du comité régional de ce programme. L'objectif de ce comité est d'examiner et de valider les projets soumis par les pays membres bénéficiaires, et enfin de formuler des recommandations stratégiques pour assurer une mise en œuvre efficace et efficiente du programme.

L'AMBASSADRICE DU PAKISTAN

EN VISITE DE COURTOISIE À L'IPAR



**Son Excellence Mme Saima Sayedi, ambassadrice
de la République Islamique du Pakistan au Sénégal
en visite de courtoisie à l'IPAR (Dakar)**

Vendredi 25 août 2023.

Les locaux de l'IPAR, sis à Ngor (Immeuble Kër Jacques Faye), ont reçu le vendredi 25 août 2023, la visite de son Excellence Mme Saima Sayed, ambassadrice de la République Islamique du Pakistan au Sénégal. Accompagnée de son chargé d'affaires, Mme Sayed a été reçue par le directeur exécutif de l'IPAR, Dr Cheikh Oumar Ba, en présence des membres de la direction exécutive suivants : Dr Cheikh Guèye, chargé de la prospective, Dr Amadou Guèye, spécialiste en assainissement, Mme Awa Dia, responsable suivi et évaluation et M. Aly Faye, responsable de la communication.



Accréditée au Sénégal depuis mars 2023 et représentant également le Pakistan dans plusieurs autres pays de la sous-région (Cap Vert, Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone), elle s'est donné pour mission d'œuvrer au renforcement et à l'approfondissement des relations cordiales entre le Pakistan et le Sénégal, ainsi qu'à promouvoir la coopération et la collaboration dans divers domaines d'intérêt mutuel.

Elle dit avoir choisi l'IPAR, eu égard à son leadership en tant que think tank et à son immense œuvre sur le champ de la recherche sur différentes thématiques à enjeux. Mme Sayed dit vouloir faire de l'IPAR sa porte d'entrée vers les autres acteurs (recherche, ONG, OP, etc.), afin de mieux comprendre la dynamique de la société sénégalaise et trouver des opportunités de partenariat. Elle souhaite beaucoup apprendre de l'IPAR et ambitionne de connecter les think tanks sénégalais à ceux du Pakistan.

Les discussions ont permis de dégager quelques pistes de partenariat dans les domaines suivants :

- La gestion durable des ressources en eau ;
- La problématique de la souveraineté alimentaire avec en ligne de mire une collaboration dans le domaine de la production de riz ;
- Le changement climatique ;
- Le knowledge management, etc.

L'IPAR et l'Ambassade de la République Islamique du Pakistan envisagent de poursuivre la réflexion à travers des échanges réguliers. L'objectif étant, à terme, la signature d'un Mémoire d'Entente (MOU) autour d'un ou de deux sujets d'intérêt commun.



ENGAGEMENT SENSIBILISATION

L'IPAR DISTINGUÉE PAR L'ÉCOLE
ALIEU SAMB DE NGOR



L'IPAR reçoit une distinction de l'école Alieu Samb de Ngor (Dakar, Sénégal) pour son engagement dans la sensibilisation des élèves sur les bonnes pratiques d'hygiène

Le directeur de l'école élémentaire Alieu Samb de Ngor (Dakar, Sénégal) remettant un diplôme de reconnaissance à Dr Laure Tall, directrice de recherche, en guise de remerciement pour magnifier le rôle joué par l'IPAR dans la sensibilisation des élèves et du personnel de l'établissement sur le lavage des mains et les bonnes pratiques d'hygiène de manière générale, à l'occasion de la Journée mondiale du lavage des mains, célébrée le 15 octobre de chaque année.



GOUVERNANCE & PERSPECTIVES 2024



Audit participatif genre : état des lieux de l'intégration du genre dans les interventions et la vie organisationnelle

Depuis sa création en 2008, l'IPAR a inscrit la question de l'égalité de genre et de l'inclusion dans sa stratégie d'intervention. Cette dynamique s'est renforcée avec la signature de la Charte de la Plate-forme Africaine pour la Justice de Genre. L'audit interne genre de IPAR s'est voulu un processus inclusif et participatif fondé sur une approche qualitative. Des entretiens ont été effectués à toutes les échelles de la structure avec l'aide d'une grille d'analyse appliquée de manière itérative. Sept (7) entretiens ont été réalisés avec la cheffe administrative, les responsables thématiques, le responsable des données statistiques, la Directrice de recherche, l'ancien directeur de recherche et chercheur Emérite. Dans l'optique de diversifier les sources d'information, des entretiens sont prévus avec le Directeur Exécutif, les membres du Conseil d'administration, le responsable de la Cellule de communication, le coordonnateur de l'antenne de la Mauritanie, le responsable de la cellule suivi-évaluation. Cette étape sera suivie d'un atelier de partage des résultats de l'audit et de validation du rapport final.

Les premiers résultats indiquent que l'institut IPAR a progressivement renforcé sa prise en compte du genre dans ses orientations stratégiques au fil des années. Dans le plan stratégique de 2017, le genre était intégré de manière transversale, mais des lacunes étaient observées dans certaines thématiques : assainissement, élevage etc. Cependant, dans le plan de 2023, le genre est devenu une thématique prioritaire à part entière, soulignant une évolution marquée vers une approche plus centrée sur le genre. La collaboration avec des partenaires au développement a contribué à cette montée en puissance du genre, qui est un élément central de l'identité de IPAR. Des projets de recherche exclusivement axés sur le genre ou intégrant le genre de manière transversale ont été mis en place, montrant une volonté croissante de traiter les questions de genre de manière approfondie avec des exemples concrets, soulignant l'importance d'étudier les enjeux croisés entre les questions d'égalité de genre suivant une approche intersectionnelle et les changements structurels de l'agriculture dans des sociétés où la dividende démographique est un facteur clé, nécessitant une attention particulière sur les femmes. IPAR s'engage également dans des dialogues politiques inclusifs et des activités de renforcement de capacités qui intègrent la dimension genre. L'impact des projets sur l'égalité de genre est perceptible, notamment dans le domaine du foncier, de l'accès aux ressources productives, de l'entrepreneuriat féminin, etc. La collaboration avec des organisations de femmes renforce les plaidoyers et le soutien technique, contribuant à des résultats concrets. Au plan des ressources humaines, une bonne représentation des femmes dans le personnel (notamment la Directrice de recherche) et la présence de ressources humaines exclusivement dédiées au genre ainsi que des actions ciblées de promotion des jeunes femmes témoignent de l'engagement d'IPAR en faveur de l'égalité de genre.

Cependant, des défis subsistent, tels que la nécessité d'intégrer le genre dans des thématiques spécifiques telles l'élevage, l'assainissement, etc. et de créer des mesures simples pour évaluer la participation des femmes dans les activités de dialogues politiques et de renforcements de capacités. Bien que des efforts soient faits pour désagréger les données selon le sexe, l'âge, la résidence etc., il n'existe pas encore de dispositif de suivi-évaluation formel permettant d'évaluer des indicateurs spécifiques liés au genre du plan stratégique. Des défis spécifiques persistent tels que le renforcement de capacité sur le genre (notamment la finalisation et dissémination du module genre), la prise en compte du genre à la fois comme thématique prioritaire et transversale. De plus, des recommandations fortes sont émises pour formaliser davantage cette approche et influencer d'autres institutions à travers un plan d'actions et une charte d'engagement sur la justice de genre.



Perspectives pour l'année 2024

Pour se maintenir son statut de think tank de référence et franchir de nouvelles étapes dans le sens des orientations définies par ses membres, l'IPAR devra suppléer aux insuffisances subsistantes et lever les contraintes qui, dans son organisation et son fonctionnement peuvent s'y opposer. L'animation de la vie associative en l'adaptant au contexte en profonde mutation, la réduction de la dépendance vis-à-vis des partenaires financiers et la valorisation optimale des résultats de recherche et études réalisées au sein de IPAR, constituent des défis à relever.

Dans l'optique de relever ces défis, IPAR s'est doté d'un nouveau plan stratégique bâti sur les résultats et le bilan du précédent plan (2017-2021).

OBJECTIFS

OBJECTIF GLOBAL

Contribuer par les résultats de notre recherche à la transformation positive des systèmes de production agricole et rurale pour l'amélioration des conditions de vie des populations du Sénégal et de l'Afrique de l'Ouest.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

L'objectif global indiqué se décline en cinq objectifs spécifiques qui sont respectivement pris en charge par cinq axes stratégiques.

AXES STRATÉGIQUES

- Renforcer et diversifier notre recherche selon les standards de qualité ;
- Renforcer les capacités d'IPAR et de ses partenaires ;
- Promouvoir le dialogue politique et la mise en débat ;
- Renforcer la gouvernance institutionnelle de l'IPAR ;
- Promouvoir la stabilité et la durabilité institutionnelle de l'IPAR.

THÉMATIQUES PRIORITAIRES

- Devenir des exploitations familiales agricoles et rurales ;
- Gouvernance inclusive des ressources naturelles et foncières ;
- Territoires en transition et objectifs de développement durable ;
- Systèmes alimentaires durables, résilients et nutritifs et politiques agro-sylvo-pastorales et halieutiques ;
- Jeunes, femmes et stratégies entrepreneuriales, et de mobilité.

Nos partenaires

L'IPAR remercie l'ensemble de ses partenaires pour la collaboration fructueuse grâce à laquelle notre organisation continue d'exceller dans ses domaines de prédilection (recherche, renforcement des capacités, dialogue politique) et d'accroître ses capacités d'influence au fil du temps, au travers de nouveaux projets et programmes et d'activités de dialogue avec les pouvoirs publics.

Nos remerciements vont particulièrement à la Fondation Hewlett, au CRDI, à l'USAID à travers DAI, l'Union Européenne, le FIDA, la Banque mondiale, la Coopération Française, etc., pour la confiance que ces institutions accordent à IPAR depuis plusieurs années.





